

18

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
1. Mai 2024



Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN.....	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	5
PARLEMENT DE WALLONIE.....	6
VLAAMS PARLEMENT	7
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC)	9
PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS	9
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	11
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	11
FÖDERALREGIERUNG	34
BELGISCHE NATIONALBANK	38
VLAAMSE REGERING	39
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	40
KONZERTIERUNGSAUSSCHUSS	42
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	44
BELGISCHE EU RATSPRÄSIDENTSCHAFT	44
EUROPÄISCHE KOMMISSION	44
BENELUX-PARLAMENT.....	45
CONFERENCE OF EUROPEAN REGIONAL LEGISLATIVE ASSEMBLIES	45
BELGISCHES STAATSBLATT.....	47
QUELLENVERZEICHNIS	48

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Entscheidungen

Die Abstimmungsergebnisse der Plenarsitzung vom 22. April 2024



Während der April-Plenarsitzung haben die Parlamentarier u.a. über die Abänderung des Dekretes zum permanenten Bürgerdialog in Ostbelgien abgestimmt. Die Ergebnisse aller Abstimmungen finden Sie hier ... [weiter lesen](#)

Dokument Nr. 370 (2023-2024) Nr. 1 23.04.2024

Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 26. Oktober 1998 über die Einführung der Neuregelung der deutschen Rechtschreibung

Dokument Nr. 368 (2023-2024) Nr. 1 18.04.2024

Dekretentwurf zur Zustimmung zum Investitionsschutzabkommen zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Sozialistischen Republik Vietnam andererseits, geschehen zu Hanoi am 30. Juni 2019

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 06.05.2024 & Mittwoch, 08.05.2024
[Tagesordnung](#)

**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**
Abgeordneten-kammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES
Semaine du 29 avril au 3 mai 2024

Jeudi, 02/05/2024

Projets de loi et propositions

1. Proposition de résolution relative à l'évaluation de la loi du 28 juillet 2011 en ce qui concerne la présence des femmes dans le conseil d'administration des sociétés cotées en Bourse et des entreprises publiques économiques, n^{os} [3984/1](#) et 2.
2. Projet de loi relatif à la protection des êtres humains et de l'environnement lors de la prospection, de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins et du sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale, n^{os} [3882/1](#) à 6.
3. Projet de loi portant statut social du magistrat I, n^{os} [3812/1](#) à 7.
4. Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral et la Communauté flamande et la Région flamande du 22 novembre 2023 relatif à l'aide sociale dispensée aux détenus, n^{os} [3932/1](#) à 3.
5. Projet de loi modifiant le Code belge de la Navigation et des différentes lois relatives à la réglementation de la navigation, n^{os} [3962/1](#) à 4.
6. Projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n^{os} [3956/1](#) à 4.
7. Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour, n^{os} [3922/1](#) à 3.
8. Projet de loi relative aux compétences des membres du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes sur le territoire national, n^{os} [3954/1](#) à 4.
9. Projet de loi portant la contribution de la Belgique à l'instrument établi par le règlement (UE) 2022/2463 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 établissant un instrument de soutien à l'Ukraine pour 2023 (assistance macrofinancière +), n^{os} [3931/1](#) à 3.
10. Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'agriculture et de santé animale, n^{os} [3959/1](#) à 4.

11. Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne la modernisation des procédures de remboursement en vue d'un accès rapide et durable aux médicaments, n°s [3953](#)/1 à 5.

12. Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les litiges relatifs aux décisions-cadres concernant l'accès rapide ou précoce, n°s [3951](#)/1 à 3.

13. - Projet de loi portant dispositions diverses en matière d'économie (I), n°s [3856](#)/1 à 8.
- Projet de loi modifiant le livre XV du Code de droit économique, n° [3857](#)/1 à 5.

14. Projet de loi modifiant les articles 8:4 et 8:5 du Code des sociétés et des associations et modifiant la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole, n°s [3916](#)/1 à 5.

15. Projet de loi portant institution d'un Conseil national de la coopération et de l'entreprise sociale, n°s [3915](#)/1 à 5.

16. Projet de loi portant des dispositions en matière de travail du sexe sous contrat de travail, n° [3926](#)/1 à 3.

17. Projet de loi visant à renforcer la politique fédérale en matière de handicap, n°s [3930](#)/1 à 3.

18. Projet de loi modifiant la loi-programme du 28 juin 2013, n°s [3944](#)/1 à 5.

19. Propositions de lois de naturalisation, n°s [3946](#)/1 et 2.

20. Proposition de résolution en vue d'une gestion plus ciblée de la violence et du harcèlement sur le rail et dans les infrastructures ferroviaires, n°s [2809](#)/1 à 3.

21. Proposition de résolution visant à augmenter les chances de verbaliser les chauffards récidivistes en interconnectant la banque-carrefour des permis de conduire avec le réseau ANPR, n°s [1605](#)/1 et 2.

22. Proposition de loi visant à reformer la réglementation du chômage, n°s [760](#)/1 à 3.

23. Proposition de loi étendant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires aux associations des copropriétaires, n°s [1531](#)/1 à 3.

Questions orales

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi visant à consacrer 0,7 % du RNB à la coopération au développement, n° [3999](#)/1.

2. Proposition de résolution relative au lipoedème, n° [4000](#)/1.

Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains - Remplacement des membres suppléants du Conseil d'administration, n° [3980](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur l'ensemble du projet de loi relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, n° [2929](#)/20.

2. sur l'ensemble du projet de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et abrogeant la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, n° [3217](#)/19.

3. sur l'ensemble du projet de loi modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, n° [3721](#)/10.

4. sur le projet de loi portant des dispositions diverses relatives au statut du personnel judiciaire, n° [3896](#)/3.

5. sur la proposition de loi modifiant le Code de la nationalité belge, en vue de permettre aux époux des agents diplomatiques ou consulaires belges d'accéder à la nationalité belge, n° [3572](#)/4.

6. sur la proposition de loi modifiant les règles de récupération applicables en cas de cessation, avant l'expiration de la durée minimale, du crédit-temps dans le secteur privé, de l'interruption de carrière dans le secteur public et des régimes de congés thématiques, n° [2937](#)/9.

7. sur le projet de loi portant des dispositions fiscales diverses, n° [3865](#)/9.

8. sur le projet de loi portant modification de la loi du 23 janvier 1989 relative à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§ 1er et 2, de la Constitution, n° [3866](#)/5.

9. sur le projet de loi réglant l'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents de certains services publics par l'Administration de l'expertise médicale, n° [3924](#)/3.

10. sur la proposition de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'accord national dento-mutualiste 2024-2025, n° [3942](#)/1.

11. sur la proposition de loi modifiant la loi du 25 décembre 2016 relative au traitement des données des passagers, n° [3871/3](#).

12. sur la proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et modifiant la loi du 6 décembre 2005 relative à la répartition d'une partie des recettes fédérales en matière de sécurité routière, en vue de rendre les modalités de fusion ou de défusion des zones de police également applicables aux zones de police monocommunes et d'actualiser les règles transitoires, n° [3921/3](#).

13. sur le projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers sur la politique de retour proactive, n° [3599/9](#).

14. sur les projets de loi et les propositions terminés.

15. sur le projet de révision de l'article 7bis de la Constitution, en vue d'ajouter un alinéa réglant le bien-être des animaux, n° [3719/1](#). *

* Le projet de révision de la Constitution doit être adopté à la majorité spéciale (article 195 de la Constitution).

**Dokument Nr. [3995](#)
24.04.2024**

Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, en vue de limiter les dépenses électorales.

**Dokument Nr. [3994](#)
25.04.2024**

Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

**Dokument Nr. [3969](#)
18.04.2024**

Projet de loi instaurant un Service citoyen.



Senat

Réunions de la semaine 29/4/2024 - 5/5/2024

29/4/2024

Bureau

Commission des Affaires institutionnelles

1. Analyse des propositions de déclaration de révision de la Constitution.

2. Ordre des travaux.

**Dokument Nr. [7-542](#)
19.04.2024**

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
Deuxième partie de la Session ordinaire
Strasbourg, 15-19 avril 2024

**Question écrite n° [7-2198](#)
du 08.02.2024**

Gregor Freches à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique:

Il y a environ un an, la population et la presse germanophones s'émouvaient du fait que les zones de police Weser-Göhl et Eifel utilisaient le Centre régional des traitements (CRT) de Namur.

En effet, les procès-verbaux des infractions constatées sur le sol germanophone sont envoyés aux citoyens germanophones en français, ceci en raison de la législation sur l'emploi des langues, qui stipule que le lieu de rédaction est déterminant pour la langue du procès-verbal.

Comme me l'a signalé M. Johannes Cremer, chef de corps de la zone de police Eifel, ce recours au CRT leur offre une réelle plus-value. Par cet appui, les zones de police peuvent libérer du personnel et l'utiliser sur le terrain, où celui-ci est nécessaire au vu de l'augmentation des accidents (33 % en deux ans).

Depuis cette année, cette démarche a été étendue aux radars mobiles. Le mécontentement des citoyens reste cependant le même, au point qu'une demande à ce sujet a également été faite dans la presse.

Il me semble tout à fait légitime qu'un citoyen puisse recevoir les «mauvaises» nouvelles dans sa propre langue. Cela correspond aussi au concept d'une police proche de ses citoyens.

La solution pour remédier à cette problématique pourrait être la création d'un centre régional de traitement en Communauté germanophone.

En mars 2023, j'avais déjà interpellé l'ancien ministre de la Justice, Vincent Van Quickenborne, dans une question parlementaire au sujet des procès-verbaux envoyés aux citoyens germanophones en français (question écrite n° 7-1951 du 21 mars 2023).

Je me tourne à présent vers vous avec les questions suivantes:

- 1) Soutenez-vous la création d'un Centre régional de traitement «Ostbelgien»?
- 2) Quels seraient les obstacles rencontrés lors de la création d'un CRT en Communauté germanophone?
- 3) Quelles seraient les différentes étapes du processus? Avec quels délais?

Ces questions revêtent un caractère transversal car elles concernent le fonctionnement des centres régionaux de traitement dans le cadre des infractions de roulage, compétence de la police fédérale de la route.

Réponse reçue le 14 mars 2024 :

L'honorable membre trouvera ci-après la réponse aux questions posées.

La législation sur l'emploi des langues, ainsi que vous le soulevez, consacre le principe de territorialité basé sur le lieu de rédaction du procès-verbal. La langue de rédaction est donc fonction de la région linguistique dans laquelle le procès-verbal est rédigé. Un contrevenant recevant un procès-verbal dans une autre langue que son régime linguistique a toutefois toujours la possibilité d'en obtenir une traduction. Je tiens également à rappeler que la raison d'être des Centres régionaux de traitement de la police fédérale n'est pas de décharger la police locale de ses missions de base en matière de circulation routière.

La question de la création d'une antenne germanophone du Centre régional de traitement de Namur fait actuellement l'objet d'une analyse.

Une objectivation du nombre de constatations effectuées sur le territoire de la Communauté germanophone et du régime linguistique du contrevenant permettra en effet de déterminer la nécessité et la pertinence de la création d'une antenne supplémentaire, compte tenu de l'impact en termes de moyens en personnel, en investissement et en fonctionnement que celle-ci génèrera pour la police fédérale.

Les résultats de cette analyse sont attendus pour la fin de l'année 2024.



**Dokument Nr. [1762](#)
08.04.2024**

Proposition de décret portant des mesures diverses en matière d'emploi, déposée par Monsieur Sahli, Madame Laffut, Messieurs Disabato, Legasse, Wahl et Heyvaert (Doc. 1762 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1745](#)
23.04.2024**

Proposition de modification du Règlement du Parlement de Wallonie visant à insérer un article 132bis et une annexe 4 dans le Règlement relatifs au registre des représentants d'intérêt, déposée par Messieurs Devin, Wahl et Hazée (Doc. 1745 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1736](#)
23.04.2024**

Proposition de résolution pour l'amplification des bonnes pratiques et des synergies entre les services publics en matière de logement et d'énergie et pour la création de maisons locales du logement et de l'énergie, déposée par Messieurs Lomba, Devin, Courard, Madame Roberty, Monsieur Léonard et Madame Mengoni (Doc. 1736 (2023-2024) N°1)

**Dokument Nr. [1735](#)
22.04.2024**

Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'habitation durable en vue de créer, au sein d'une résidence existante, un habitat de soins ou d'accueil temporaire, déposée par Monsieur Heyvaert, Mesdames Delporte et Cremasco (Doc. 1735 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1732](#)
19.04.2024**

Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'habitation durable afin de vérifier la non-titularité de droits réels par des candidats-locataires ou des locataires d'un logement d'utilité publique ou pris en gestion par une agence immobilière sociale, déposée par Monsieur Evrard et Madame de Coster-Bauchau (Doc. 1732 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1731](#)
22.04.2024**

Proposition de décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en ce qui concerne la publicité des réunions du conseil de l'action sociale, déposée par Monsieur Wahl et Madame Galant (Doc. 1731 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1722](#)
19.04.2024**

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 avril 2024 entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission

communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'État fédéral sur l'exécution intergouvernementale du Règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le Règlement (UE) n° 1024/2012, pour les matières exercées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Doc. 1722 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1721](#)
19.04.2024**

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 avril 2024 entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'État fédéral sur l'exécution intergouvernementale du Règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le Règlement (UE) n° 1024/2012 (Doc. 1721 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1720](#)
18.04.2024**

Proposition de décret modifiant l'article 26 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation et limitant l'indexation des loyers en fonction du certificat de performance énergétique des bâtiments, déposée par Madame Delporte, Messieurs Demeuse, Bierin, Florent, Hazée et Disabato (Doc. 1720 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1718](#)
23.04.2024**

Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'améliorer la démocratie participative au niveau local, déposée par Messieurs Demeuse, Hazée, Mesdames Delporte, Ryckmans, Messieurs Disabato et Heyvaert (Doc. 1718 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1717](#)
17.04.2024**

Proposition de décret visant à insérer un article D.II.48/1 dans le Code du Développement territorial en vue de permettre à une personne physique ou morale, privée ou publique, d'initier une révision du plan de secteur pour préserver les terres nourricières et les espaces naturels de l'urbanisation, déposée par Mesdames Cremasco, Kelleter, Messieurs Florent, Clersy, Heyvaert et Hazée (Doc. 1717 (2023-2024) N° 1)

**Dokument Nr. [1716](#)
22.04.2024**

Proposition de résolution relative au développement d'écozonings en Wallonie, déposée par Messieurs Clersy, Disabato, Bierin, Agache, Mesdames Cremasco et Kelleter (Doc.1716 (2023-2024) N°1)

**Dokument Nr. [1714](#)
17.04.2024**

Proposition de décret spécial modifiant les articles 2, 4, 7 et 13 du décret spécial du 19 juillet 2018 instituant la consultation populaire en vue de faciliter les consultations populaires régionales, déposée par Messieurs Hazée, Demeuse, Madame Ryckmans, Messieurs Disabato, Agache et Bierin (Doc. 1714 (2023-2024) N° 1)



Vlaams Parlement

**Dokument Nr. [2158](#) (2023-2024) nr.1
29.04.2024**

Ontwerp van decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 4 april 2024 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en de Federale Staat over de interbestuurlijke uitvoering van verordening (EU) 2018/1724 van het Europees Parlement en de Raad van 2 oktober 2018 tot oprichting van één digitale toegangspoort voor informatie, procedures en diensten voor ondersteuning en probleemoplossing en houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1024/2012

**Dokument Nr. [2156](#) (2023-2024) nr.1
26.04.2024**

Voorstel van decreet over het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die in uitvoering van het jeugdgedelinquentierecht zijn opgericht

**Dokument Nr. [2155](#) (2023-2024) nr.1
25.04.2024**

Verslag van het verzoekschrift over de erkenning van studenten Lijnpilot als 'rechtgevend kind' voor het groeipakket

**Dokument Nr. [2154](#) (2023-2024) nr.1
24.04.2024**

Voorstel van decreet tot vervanging van bijlagen bij het decreet van 15 juni 2007 betreffende het volwassenenonderwijs en de Codex Secundair Onderwijs en tot wijziging van het decreet van 19 april 2024 over het onderwijs XXXIV

**Dokument Nr. [2152](#) (2023-2024) nr.1
24.04.2024**

Verslag van de gedachtewisseling over het onderzoek naar de effecten van de gedeeltelijke terbeschikkingstelling van een persoonsvolgend budget in prioriteitengroep 2 en over de meerjarenanalyse van het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VAPH)

**Dokument Nr. [2147](#) (2023-2024) nr.1
23.04.2024**

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over het garanderen van de tweetaligheid in de Brusselse ziekenhuizen

Een terugblik op de plenaire vergadering van 24 april
25 april 2024

Op woensdag 24 april kwam het Vlaams Parlement bij elkaar in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst legden de Vlaamse volksvertegenwoordigers hun actuele vragen voor aan de Vlaamse Regering. Daarna werd er gestemd over de ontwerpen van decreet, de voorstellen van decreet en de voorstellen van resolutie. Een greep uit wat er op de agenda stond ...

1. Actuele vragen

2. Ontwerp van decreet: [ondersteuning omgevingsverenigingen en -projecten](#)

Dankzij dit ontwerp van decreet komt er een rechtsgrond voor het toekennen van werkings- en projectsubsidies voor omgevingsmaatregelen. Zo wil de Vlaamse Regering organisaties aanmoedigen stappen te zetten om de omgevingskwaliteit te verbeteren. Anderzijds moet het meer draagvlak creëren voor omgevingsmaatregelen, en geeft het de mogelijkheid om projectoproepen te lanceren en projectsubsidies toe te kennen.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

3. Ontwerp van decreet: [implementatie Kaderdecreet Vlaamse Handhaving](#)

Het Vlaams Parlement keurde de verdere invulling van het Kaderdecreet Vlaamse Handhaving goed. Dat betekent dat er een aantal beleidsdomeinen, zoals Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu, Economie - althans voor het deelaspect handelsvestigingen - en Toerisme, mee instappen in het bestaande Kaderdecreet. Daardoor wordt nu voorzien in een aantal eenvormige procedures en in een databank voor gegevensuitwisseling.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

4. Ontwerp van decreet: [preventief gezondheidsbeleid](#)

Met dit ontwerp van decreet wijzigt het preventieve gezondheidsbeleid op een aantal vlakken. Zo kunnen nu meerdere besturen die inzetten op preventie subsidies krijgen. Verder komt er een decreetale basis voor de gegevensverwerking van Vaccinet, het bestelsysteem voor vaccins. Maar het ontwerp van decreet bevat ook een aantal nieuwe initiatieven over de gezondheidsimpact door klimaatverandering.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

5. Ontwerp van decreet: [oprichting Rode Kruis-Vlaanderen](#)

Het Belgische Rode Kruis werkte met taalgemeenschappen. Rode Kruis-Vlaanderen had dus geen eigen rechtspersoonlijkheid, maar valt onder het Belgische Rode Kruis. Daardoor ontstond er soms onduidelijkheid tussen wie er beslist en wie er verantwoordelijk is. Daarnaast veroorzaakte de ingewikkelde structuur soms verwarring bij giften en legaten. Met dit ontwerp van decreet komt er nu een Rode Kruis Vlaanderen. In het decreet worden meteen ook de opdrachten, de missie, de bevoegdheden en de regels voor het bestuur ervan vastgelegd.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

6. Ontwerp van decreet: [Verzameldecreet waterwetgeving](#)

Met dit ontwerp van decreet zullen er een aantal omgevingsgerelateerde regels wijzigen in de waterwetgeving. Enkele voorbeelden zijn de beroepsprocedure tegen het verkrijgen of het weigeren van werken aan publieke grachten en het lokaal beleid rond hemelwater en droogte.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

7. Ontwerp van decreet: [wijziging regels voor complexe projecten](#)

Het decreet Complexe Projecten maakt het sinds 2014 makkelijker om projecten met een groot maatschappelijk belang te realiseren. In 2021 werd de werking van het decreet geëvalueerd. Daar kwamen een aantal verbeterpunten uit, zoals bijvoorbeeld duidelijkere regels voor het onderzoek van de milieueffecten. De aanpassingen werden in een nieuw decreet gegoten.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

8. Ontwerp van decreet: [wijziging Materialendecreet dringende verwijdering afvalstoffen](#)

Dankzij dit ontwerp van decreet krijgt de Vlaamse minister, bevoegd voor Leefmilieu, in uitzonderlijke gevallen de mogelijkheid om een bevel te kunnen geven tot de onmiddellijke verwerking van afvalstoffen. Het gaat dan vooral over bijzondere situaties, zoals het ontstaan van een afvalstroom door

een natuurramp of bij een grote inbeslagname van drugs.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

9. Ontwerp van decreet: [Nederlands-Vlaamse Gebarentaal in basisonderwijs](#)

De Vlaamse Regering diende een ontwerp van decreet in om een taalafdeling Nederlands-Vlaamse Gebarentaal in te voeren in het gewoon basisonderwijs. In deze taalafdeling zullen kinderen die doof of slechthorend zijn en kinderen die dit wensen, les krijgen in Vlaamse Gebarentaal en het Nederlands. Zo krijgt de Vlaamse Gebarentaal een volwaardige plaats binnen het onderwijs.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

10. Voorstel van decreet: [wijziging Erkenningsdecreet Lokale Geloofsgemeenschappen](#)

In 2021 keurde het Vlaams Parlement het Erkenningsdecreet Lokale Geloofsgemeenschappen goed. Er kwam een nieuw en duidelijk kader voor de erkenning van lokale geloofsgemeenschappen. Maar het Grondwettelijk Hof oordeelde dat twee erkenningscriteria van het decreet in strijd zijn met de Grondwet en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Met dit voorstel van decreet willen leden van de meerderheidsfracties hieraan tegemoetkomen.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

11. Voorstel van decreet: [opleiding basisverpleegkunde](#)

Basisverpleegkundigen zijn onmisbaar in het Vlaamse zorglandschap. Recent gaf Europa enkele opmerkingen over de hbo5-opleiding Verpleegkunde, met een dalende instroom van het aantal leerlingen als gevolg. Om tegemoet te komen aan de Europese opmerkingen, volgde er een aanpassing op federaal niveau, en nu ook op Vlaams niveau. De naam van de opleiding verandert nu naar Basisverpleegkunde, een graduaatsopleiding.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

12. Voorstel van decreet: [wijziging Onderwijsdecreet XXXIV - spoedbehandeling](#)

Op 17 april keurde het Vlaams Parlement een aantal ontwerpen van decreet goed met betrekking tot vrijwillige gemeentefusies, waardoor er gemeenten van provincie zijn gewijzigd, of van naam zijn veranderd. In het onderwijs heeft dat een effect op het vlak van de onderwijszones en de werkingsgebieden. Daarom werd het Onderwijsdecreet XXXIV aangepast.

Hoofdelijke stemming: aangenomen

13. Voorstel van resolutie: [opstellen consultancyregister Vlaamse overheid](#)

Leden van meerderheid en oppositie dienden een gezamenlijk voorstel van resolutie in waarin ze de Vlaamse Regering oproepen een publiek toegankelijk register van de consultancyopdrachten van de Vlaamse overheid op te stellen. Dat moet een transparant beeld schetsen van de consultancyuitgaven.

Hoofdelijke stemming: aangenomen



Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCC)

Dokument Nr. Fiche [B-201/1-23/24](#) 18.04.2024

Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération du 4 avril 2024 entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'État fédéral sur l'exécution intergouvernementale du règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Conseil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012.

Débat sur l'identité métissée avec des écoles bruxelloises 24/04/2024

Le lundi 22 avril, le collectif « D'accord de ne pas être d'accord » a réuni, dans la salle des glaces du Parlement bruxellois, une centaine d'élèves pour un événement autour de l'identité métissée, la rencontre de l'autre, le respect et l'enrichissement par la diversité. ... [lire plus](#)



Parlement francophone bruxellois

Dokument Nr. [161](#) (2022 - 2023) - N° 1 22.04.2024

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 4 avril 2024 entre la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et l'Etat fédéral sur l'exécution intergouvernementale du règlement (UE) 2018/1724 du Parlement européen et du Con-

seil du 2 octobre 2018 établissant un portail numérique unique pour donner accès à des informations, à des procédures et à des services d'assistance et de résolution de problèmes et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012

Un protocole d'accord relatif aux communications gouvernementales et présidentielles en vue des élections du 9 juin 2024

Chaque Parlement exerce le contrôle sur toutes les communications et campagnes d'information de son Gouvernement ou d'un ou de plusieurs de ses membres, ainsi que celles du président du Parlement, qui sont destinées au public.

En période préélectorale, les différents organes de contrôle des communications gouvernementales belges interprètent le critère de contrôle plus strictement et examinent notamment si la communication ou la campagne du membre du Gouvernement ou du président d'Assemblée vise ou non à améliorer l'image personnelle de l'intéressé ou l'image de son parti politique.

Les différentes Assemblées du pays se sont mises d'accord sur une interprétation harmonisée du critère pour les élections de juin 2024 et ont signé un protocole d'accord le 22 novembre 2023. Ce protocole est en vigueur du 9 février 2024 jusqu'aux élections. ... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

221. Sitzung vom 23. April 2024

TOP 3: Erteilung einer Vollmacht für die ordentliche Generalversammlung der ethiasCo GmbH am 13. Juni 2024

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt Herrn René Miribung die Vollmacht und alle erforderlichen Befugnisse, die Gemeinschaft auf der ordentlichen Generalversammlung der ethiasCo GmbH am 13. Juni 2024 zu vertreten.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Eigentümerin von 123 Anteilen/Stimmen unter der Mitgliedsnummer 229228 der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, ethiasCo, mit Sitz in 4000 Lüttich, rue des Croisiers 24, Unternehmensnummer 402.370.054.

Die jährliche ordentliche Generalversammlung wird am 13. Juni 2024 um 10:00 Uhr über eine digitale Plattform mit Fernabstimmung stattfinden, mittels folgender Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats über das Rechnungsjahr 2023
2. Genehmigung des am 31. Dezember 2023 getätigten Jahresabschlusses und Verwendung des Ergebnisses
3. Entlastung, die den Verwaltern/innen für ihr Mandat gegeben wird
4. Entlastung des/der Kommissars/in für seine/ihre Mission
5. Statutarische Bezeichnungen - Verwaltungsrat
6. Mandat des/der Kommissars/in – Geschäftsjahre 2026-2027-2028

Die Regierung der Deutschsprachige Gemeinschaft hat die vorstehende Tagesordnung zur Kenntnis genommen und erteilt dem vorgenannten Vertreter Vollmacht, in ihrem Namen die Anwesenheitsliste und Gesellschafterregister sowie alle notwendigen Protokolle und Dokumente zu unterzeichnen, an allen notwendigen Beratungen, Beschlussfassungen und Abstimmungen teilzunehmen, zu Ernennungen oder Entlastungen zu schreiten, Untervollmachten zu erteilen und im allgemeinen alles zu tun, was nützlich und erforderlich ist, nötigenfalls Ratifizierung versprechend.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft erklärt bereits jetzt, dass sie alle Entscheidungen, die vom vorgenannten Vertreter in ihrem Namen gefällt werden, anerkennt und sie ratifizieren wird.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 5: Tätigkeitsbericht 2023 in Anwendung des Dekrets vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht 2023 des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt in Anwendung von Artikel 24 des Dekrets vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der vorliegende Tätigkeitsbericht ist bereits der fünfte Bericht, der erste wurde im März 2020 eingereicht.

Das Dekret vom 11. Dezember 2017 über Integration und das Zusammenleben in Vielfalt trat am 1. Januar 2018 in Kraft, und legt die rechtliche Basis für die Integrationspolitik und die Einführung verschiedener Integrationsmaßnahmen in Ostbelgien fest, u.a. für die Schaffung des Beirats für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt.

Dieser Tätigkeitsbericht des Beirates wurde in Zusammenarbeit zwischen dem zuständigen Fachbereich des Ministeriums und dem Beirat für Integration und das Zusammenleben in Vielfalt erstellt.

Artikel 24 des Dekrets vom 11. Dezember 2017 sieht vor, dass der Beirat der Regierung jedes Jahr einen Bericht über die Tätigkeiten des abgelaufenen Jahres bis spätestens zum 30. April des darauffolgenden Jahres übermittelt.

Der Tätigkeitsbericht enthält, neben den Terminen der stattgefundenen Sitzungen, die besprochenen Themen und bearbeiteten Gutachten sowie einen Ausblick auf das folgende Jahr.

Die Mitglieder des Beirats haben den Tätigkeitsbericht in der Sitzung vom 27. März 2024 gutgeheißen und genehmigt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 6: Genehmigung des Tätigkeitsberichts des Entschuldungsfonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht des Entschuldungsfonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2023.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird beauftragt, den Tätigkeitsbericht dem Parlament zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Über den Entschuldungsfond erhalten überschuldete Personen aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft ein zinsloses Darlehen, um ihre Gesamtschulden zurückzuzahlen. Ein Antrag auf ein Darlehen kann nur über eine anerkannte Schuldnerberatungsstelle eingereicht werden. Eine Vergabekommission gibt zu diesem eingereichten Antrag ein Gutachten ab. In Anwendung des Delegationserlasses entscheidet der zuständige Fachbereichsleiter über die Vergabe oder Verweigerung eines Darlehens.

Artikel 14, Absatz 2 des Dekretes vom 29. April 1996 sieht vor, dass die Vergabekommission bis Ende Mai eines jeden Jahres der Regierung und dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft einen Tätigkeitsbericht des vergangenen Jahres vorlegt.

Der Tätigkeitsbericht enthält die rechtliche Grundlage, die Anzahl eingereichter und angenommener bzw. abgelehnter Anträge, die Höhe und die Dauer der Darlehen, das Profil der Darlehensnehmer, die Zahlungsrückstände und die Entwicklung des Fonds.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 7: Genehmigung der Verlängerung einer Auslandsunterbringung einer Person mit Unterstützungsbedarf in der Sozial-Betriebe-Köln GmbH, Deutschland.

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt eine Verlängerung einer Wohnmaßnahme einer Person mit Unterstützungsbedarf im Ausland und die damit einhergehende Übernahme der Kosten in Höhe von ca. 362.821,68 Euro für den Zeitraum 1. Mai 2024 bis zum 30. April 2027.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Zur Situation:

Die betreffende Person (nachstehend als PmU bezeichnet) ist aktuell 51 Jahre alt und hat, neben einer geistigen Beeinträchtigung, eine psychische Beeinträchtigung, die mit stark herausforderndem Verhalten einhergeht.

Die PmU lebte von 2011-2023 im Königin-Fabiola-Haus in Eupen. Aufgrund des zunehmend herausfordernden Verhaltens, dem das Personal nicht mehr gerecht werden konnte und für die Mitbewohner zunehmend unzumutbar wurde, fand im Mai 2023 eine Umorientierung in eine angepasste Wohngruppe der Sozial-Betriebe-Köln GmbH statt.

Da hier die Intensität der Begleitung der PmU gesteigert und inhaltlich durch fachlich spezialisiertes Personal besser an den Bedarf der PmU ausgerichtet werden konnte, konnte eine Verbesserung der Lebensqualität sowie eine Stabilisierung des gesundheitlichen Gesamtzustands der PmU erreicht werden (psychisch und physisch).

Sicherlich kann hier auch die kleinere Gruppengröße, sowie die besser auf den Bedarf der PmU zugeschnittenen infrastrukturellen und tagesbeschäftigungsrelevanten Rahmenbedingungen als stabilisierender Faktor für die PmU genannt werden. Die PmU benötigt aufgrund ihres spezifischen Unterstützungsbedarf weiterhin eine kleinere Wohnstruktur, wie sie die Sozial-Betriebe-Köln GmbH bieten kann.

Die PmU braucht eine enge Betreuung, die sie fördert, aber nicht überfordert sowie eine Begleitung im Rahmen ihres fortschreitenden Alterungsprozesses, sowie die Möglichkeit ihren Drang nach angepasster Bewegung und sozialer Interaktion mit professioneller Unterstützung auszuleben.

Eine Weiterführung der Unterbringung der PmU ist demnach wünschenswert.

Darlegung der Problematik:

Das Königin-Fabiola-Haus in Eupen hatte der PmU in Absprache mit der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben ein Rückkehrrecht innerhalb des ersten Probemonats in der Wohnstruktur der Sozial-Betriebe-Köln GmbH eingeräumt.

Die positive Entwicklung der PmU in der neuen Wohnstruktur führte dazu, dass dieses Rückkehrrecht nicht in Anspruch genommen werden musste. Aufgrund der aktuellen prekären Wohnsituation für Personen mit Unterstützungsbedarf in der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurde das Zimmer der PmU im Königin-Fabiola-Haus dann in der Folge schnell für eine andere Unterbringungsanfrage in Anspruch genommen.

Da keine andere angepasste Unterbringungsmöglichkeit für die PmU weder in der Deutschsprachigen Gemeinschaft noch über die Gemeinschaft hinaus in Belgien zur Verfügung steht, bedarf es einer Weiterführung der Auslandsunterbringung und spezialisierten Betreuung im Rahmen des bedarfsgerechten Angebots der Sozial-Betriebe-Köln GmbH.

Sobald in der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Möglichkeit einer passenden Unterbringung für die PmU besteht, soll die Situation neu bewertet werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Gesamtsumme zur Finanzierung der angepassten Wohn- sowie Beschäftigungsmaßnahme beträgt voraussichtlich **362.821,68 Euro** für die Dauer von 3 Jahren.

Diese **jährlichen** Kosten von ca. **120.940,56 Euro** setzen sich wie folgt zusammen

Die aktuellen Kosten für eine Vollzeitunterbringung in der Sozial-Betriebe-Köln GmbH belaufen sich monatlich auf 10.073,38 Euro (Unterbringungskosten, inklusive Vollzeitbetreuung, Strom, Kaltmiete, Lebensmittelpauschale, Entgeltzuschuss Fachleistungen, Heizung/Warmwasser,..).

Die Mittel zur Finanzierung dieser Maßnahme sind im aktuellen Haushalt der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben für das Jahr 2024 vorgesehen.

TOP 9: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Festlegung gewisser Finanzierungsmodalitäten der Wohn- und Pflegezentren für Senioren für die Jahre 2024-2029

1. Beschlussfassung

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Festlegung gewisser Finanzierungsmodalitäten der Wohn- und Pflegezentren für Senioren für die Jahre 2024-2029.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirates für die Seniorenunterstützung in Dringlichkeit zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde in Dringlichkeit in einer Frist von 30 Tagen zu beantragen. Die Dringlichkeit ist begründet durch die Tatsache, dass der Erlass rückwirkend in Kraft treten soll und die Liquidität der Wohn- und Pflegezentren für Senioren schnellstmöglich verbessert werden soll.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Von 2014 bis im Januar 2019, nach der 6. Staatsreform hat die Deutschsprachige Gemeinschaft auch

effektiv die gesamten Zuständigkeiten des Seniorenhilfebereichs übernommen. Dies erfolgte nach und nach für die Mobilitätshilfen beispielsweise in 2017 und für die Finanzierung der Wohn- und Pflegezentren für Senioren zum 1. Januar 2019.

Zu diesem Zeitpunkt wurde das Dekret vom 13. Dezember 2018 über die Angebote für Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf sowie die Palliativpflege verabschiedet. Es beschreibt die Angebote der Personenunterstützung, legt die Vorgaben der Genehmigung und Anerkennung der Dienstleister und die Finanzierung fest.

Es hat zum Ziel, die Lebensqualität der Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf zu erhalten und/oder zu verbessern durch:

1. das Stärken der Selbsthilfekompetenz der Senioren und der Bezugspersonen;
2. die Schaffung von unterschiedlichen und besonderen Unterstützungsangeboten;
3. das Fördern der Gesundheit und die Vorbeugung von Krankheit;
4. das Fördern der Netzwerkarbeit und der Absprachen zwischen den einzelnen Akteuren innerhalb der Wohnhilfezone, mit dem Ziel, den Personen die bestmögliche Unterstützung zu bieten und die Übergänge von einem Angebot ins andere fließend zu gestalten.

Finanzierungsgrundsätze

- a. Bewohner- und personalbezogener Zuschuss:

Vor der Kompetenzübernahme wurden die Wohn- und Pflegezentren für Senioren durch das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung (LI-KIV) finanziert. Die Finanzierung wurde auf Grundlage des Profils der Bewohner, der Belegungstage und der Anzahl Personalmitglieder in der Pflege und Begleitung mittels einer Tagespauschale berechnet.

Zusätzlich bestand ein erheblicher Unterschied zwischen der Finanzierung der öffentlichen und privaten Wohn- und Pflegezentren für Senioren. Dieses komplexe System hatte zur Folge, dass alle 8 Wohn- und Pflegezentren für Senioren in der Deutschsprachigen Gemeinschaft sehr unterschiedlich bezuschusst wurden.

Mit der Kompetenzübernahme wurde das Finanzierungssystem vereinfacht und basiert auf der Unterkategorie der Bewohner und den Belegungstagen pro Kategorie und entsprechender Tagespauschalen. Das ist der sogenannte bewohnerbezogene Zuschuss.

Im Dekret vom 13. Dezember 2028 über die Angebote für Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf sowie für die Palliativpflege wurden Übergangsbestimmungen definiert bis 2028, um in allen Wohn- und Pflegezentren für Senioren das gleiche Bewohnerprofil (82 % der Bewohner mit erhöhtem Unterstützungsbedarf, 13 % Bewohner mit gerin-

gem Unterstützungsbedarf und 5 % für Kurzaufenthalte) zu erreichen und die Tagespauschalen pro Unterkategorie für alle Wohn- und Pflegezentren für Senioren anzugleichen, nach dem Motto „Gleiche Leistung, gleiche Finanzierung“. Die Angleichung der Tagespauschalen hat ebenfalls zur Folge, dass bis 2029 die Unterschiede in der Finanzierung zwischen den öffentlichen und den privaten Einrichtungen aufgehoben wird.

Ähnlich wie beim LIKIV werden darüber hinaus personalbezogene Zuschüsse vorgesehen. Diese Maßnahmen betreffen einzelne Personalmitglieder. Insbesondere Prämien für Titel und Qualifikationen für das Krankenpflegepersonal sowie Maßnahmen für das Laufbahnende des Personals (Reduzierung der Arbeitszeit) in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren werden bezuschusst. Diese Maßnahmen wurden bereits zum Zeitpunkt der Übertragung durch das LIKIV finanziert und dienen der Attraktivität der Gesundheitsberufe in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren. Die Maßnahme des Laufbahnendes ist auch eine Arbeitsbeschaffungsmaßnahme für jüngere Personalmitglieder. Diese ersetzen die älteren Mitarbeiter, wenn letztere in den Genuss der Maßnahmen zum Karriereende kommen. Diese Ersatzstunden werden bezuschusst.

b. Mobilitätshilfen:

Ein dritter Teil der Finanzierung der Wohn- und Pflegezentren für Senioren in der Deutschsprachigen Gemeinschaft betrifft die Finanzierung der sogenannten Standardmobilitätshilfen.

c. Alltagsbegleiter und weiteres Personal:

Vor dem Hintergrund des Fachkräftemangels und zur Steigerung des Wohlbefindens der Senioren wurde das Pilotprojekt „Einführung und Fortbildung von Alltagsbegleitern in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren“ im Oktober 2022 gestartet. Aufgrund der Halbzeitbilanz im Oktober 2023 wurde entschieden, das Projekt strukturell vorzusehen und ab 2025 mindestens einen neuen Fortbildungszyklus zu starten. In den Personalnormen der Wohn- und Pflegezentren für Senioren werden 2 Alltagsbegleiter pro Wohnbereich vorgesehen. Das neue Berufsprofil, welches mit den Wohn- und Pflegezentren für Senioren ausgearbeitet wurde, gibt Zugang zu einer Tätigkeit in diesen Einrichtungen.

Zu den im Dekret vorgesehenen Qualitätsnormen gehören auch Personalnormen. Ein diesbezüglicher Ausführungserlass wurde am 29. Februar 2024 verabschiedet und beschreibt Mindestnormen, die von allen Wohn- und Pflegezentren für Senioren eingehalten werden müssen. Diese Normen gehören auch zu den Vorgaben der Betriebsgenehmigung. Sie berücksichtigen den Fachkräftemangel und ermöglichen, wenn das Wohn- und Pflegezentrum für Senioren es wünscht, eine andere innerbetriebliche Organisation der Pflege und Begleitung der Bewohner. Wenn eine Vorgabe des Erlasses zusätzliches Personal erfordert, welches nicht unbedingt durch eine

Reorganisation zur Verfügung steht, wird dieses neue Personal zusätzlich bezuschusst. Dies betrifft insbesondere eine dritte Nachtwache in gewissen Einrichtungen und Wohnbereichshilfen.

Maßnahmen mittels vorliegenden Erlasses:

a. Angleichung der Tagespauschalen:

6 der 8 Wohn- und Pflegezentren für Senioren hatten darum gebeten für 2024 das vorgesehene Bewohnerprofil (82-13-5 %) vor 2029 erreichen zu dürfen, da die Nachfrage an Plätzen für Bewohner mit erhöhtem Unterstützungsbedarf aufgrund des demografischen Wandels steigend ist.

Unter der Bedingung, dass alle 8 Wohn- und Pflegezentren für Senioren diese 82-13-5 % im Jahr 2024 erreichen, schlägt die Regierung vor, auch die Angleichung der Tagespauschalen, die zur Berechnung des bewohnerbezogenen Zuschusses genutzt werden, vorzuziehen. Gleiche Leistung, gleiche Finanzierung.

Die Unterschiede zwischen den öffentlichen und privaten Einrichtungen werden dann ebenfalls frühzeitig komplett aufgehoben.

Konkret bedeutet dies, dass die Wohn- und Pflegezentren für Senioren auf Grundlage vorliegenden Erlasses die Differenz zwischen der neuen Simulation des bewohnerbezogenen Zuschusses bis 2029 mittels angeglicher Tagespauschalen und der bisher bestehenden Simulation bis 2029 mittels unterschiedlicher Tagespauschalen erhalten.

Dies stellt einen Betrag von rund 6.000.000 € dar.

b. Personalbezogene Bezuschussung von 2025-2029:

Ausgehend von den aktuell betroffenen Personalmitgliedern der Wohn- und Pflegezentren für Senioren, wird für die Jahre 2025-2029 der personalbezogene Zuschuss auf Grundlage vorliegenden Erlasses mit einer jährlichen Erhöhung von 2 % vorgesehen.

Sollte sich der Personalstamm in dem betroffenen Zeitraum verändern oder die Inflation sich anders entwickeln, wird die Höhe der Bezuschussung dieser Maßnahmen angepasst.

Dies stellt einen Betrag von rund 6.500.000 € für den gesamten Zeitraum dar.

c. Mobilitätshilfen 2025-2029:

Der Zuschuss für Standardmobilitätshilfen in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren wird auf Basis der Plätze berechnet. Laut Erlass 80 € pro Platz, der Betrag wird jährlich indexiert.

Ausgehend von den aktuell bekannten Entwicklungen für die Anzahl Plätze in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren zwischen 2025-2029 und einer jährlichen Erhöhung von 2 % wurde der Zuschuss für Standardmobilitätshilfen berechnet.

Diese stellt ein Betrag von rund 424.000 € für den gesamten Zeitraum dar.

d. Alltagsbegleiter in Funktion und Alltagsbegleiter in Ausbildung 2024-2029:

Ausgehend von der Anzahl Wohnbereiche in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren und der Vorgabe der Mindestpersonalnormen müssen bis 2029 54 Alltagsbegleiter in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren eingesetzt werden.

Mit dem Projekt der Einführung und Fortbildung der Alltagsbegleiter wurde festgehalten, dass die Fortbildung größtenteils in der Einrichtung stattfinden sollte und die Personalmitglieder schon während dieser Zeit vergütet werden. Sie werden in der Ausbildungszeit mit dem Barema der qualifizierten Unterhaltsarbeiter (B2) bezuschusst und nach Abschluss mit dem Barema der Familien- und Seniorenhelfer/ Kindergartenassistenten/Kinderbetreuer (B8). Die Ausbildung dauert ein Jahr.

Die Ausbildung von 50 Alltagsbegleitern wird progressiv vorgesehen zwischen 2025-2027 im Barema B2 mit 10 Dienstjahren. 4 weitere Alltagsbegleiter könnten aufgrund von vorhandenen Qualifikationen ohne Fortbildung die Funktion ausüben.

54 Alltagsbegleiter in Funktion werden progressiv bis 2029 im Barema B8 finanziert mit Berücksichtigung ihrer Dienstjahre.

Diese Maßnahme kostet rund 13.259.000 € für die Alltagsbegleiter in Funktion und rund 1.682.000 € für die Alltagsbegleiter in Ausbildung.

Die in der Simulation vorgesehenen Beträge bis 2029 werden der Realität angepasst. Hierfür reichen die Dienstleister die abgeschlossenen Verträge ein, in denen die Funktion, das berücksichtigte Dienstalter, der Arbeitsbeginn und das Arbeitszeitregime festgehalten werden.

e. Ausstattungen für die Jahre 2025-2029

Die Wohn- und Pflegezentren für Senioren erhalten einen Pauschalzuschuss für höchstbezuschussbare Kosten von 4.000 € pro Platz, indexiert und abrufbar während 20 Jahren. Ausstattungen in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren werden zu 60 % bezuschusst. Eine erste Periode von 20 Jahren läuft im Jahr 2024 aus. Ab 2025 beginnt eine neue Periode von 20 Jahren. Der Ausstattungszuschuss für 5 Jahre beträgt somit 1.000 € pro Platz und wird indexiert. Auf Grundlage vorliegenden Erlasses werden 60 % des neu errechneten Ausstattungszuschusses für den Zeitraum 2025-2029 festgelegt. Der Ausstattungszuschuss ist mit rund 950.000 € veranschlagt.

Das Wohn- und Pflegezentrum Golden Morgen ist eine privat-kommerzielle Einrichtung und erhält keinen Zuschuss für Ausstattungen.

f. Zusätzliches Personal auf Grund des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Festlegung von Mindestpersonalnormen in Wohn- und Pflegezentren für Senioren 2025-2029

Dieser Erlass für die Mindestpersonalnormen sieht unter anderem eine dritte Nachtwache vor für die Wohn- und Pflegezentren für Senioren ab 91 Plätze. Vier Einrichtungen sind von dieser Vorgabe betroffen: Marienheim, Hof Bütgenbach, St. Joseph und Katharinenstift (ab 2025).

Auf Grundlage vorliegenden Erlasses werden Zuschüsse für Personalkosten für 1,5 VZÄ-Pflegehelfer vorgesehen pro betroffenen Wohn- und Pflegezentren für Senioren – also insgesamt 6 VZÄ-Pflegehelfer, die den Nachtdienst übernehmen werden. Das Gehalt ist berechnet für eine Person mit 10 Dienstjahren und wird jährlich um 2 % indexiert. Arbeitgeberlasten, Urlaubsgeld, Jahresendprämie sowie Prämien für unregelmäßige Arbeitszeiten sind in der Berechnung berücksichtigt.

Der Erlass sieht ebenfalls eine Wohnbereichshilfe pro Wohnbereich vor. Die meisten Wohn- und Pflegezentren für Senioren verfügen schon über einige Wohnbereichshilfen. Auf Grundlage vorliegenden Erlasses wird pro Wohnbereich ein Pauschalzuschuss von rund 60.000 € vorgesehen.

Für das zusätzliche Personal ist ein Pauschalzuschuss von 4.787.000 € vorgesehen. Die Verwendung dieser Zuschüsse wird geprüft anhand von durch die Dienstleister eingereichte Verträge, in denen die Funktion, das berücksichtigte Dienstalter, der Arbeitsbeginn und das Arbeitszeitregime festgehalten werden. Der Zuschuss für die Nachtwachen wird der Realität der eingestellten Personen angepasst.

Insgesamt dient die Festlegung gewisser Finanzierungsmodalitäten für die Jahre 2024-2029 dazu, die Liquidität der Wohn- und Pflegezentren für Senioren zu verbessern und es gibt den Trägern eine Planungssicherheit bis 2029. Gleichzeitig wird der Einführung möglicher Geschäftsführungsverträge ab 2030 vorgegriffen, da die Dienstleister die ursprünglich vorgesehene Übergangszeit bis 2028 mit einer Unterstützungskapazität von 82-13-5 % frühzeitig im Jahr 2024 erreicht haben. Ab 2030 könnte die gesamte Finanzierung in regelmäßigen Abständen mit Geschäftsführungsverträgen vorgesehen werden.

Das im vorliegenden Erlass definierte Vorgehen ist eine sofortige Antwort auf die durch den steigenden Unterstützungsbedarf der Bewohner verursachte Belastung und Erweiterung des Personals in den Wohn- und Pflegezentren für Senioren.

3. Finanzielle Auswirkungen

Mit der ersten Haushaltsanpassung des Haushaltes 2024 wurden Anpassungen zur Finanzierung der im vorliegenden Erlass definierten Finanzierungsmodalitäten für die Jahre 2024-2029 in folgenden Zuweisungen vorgeschlagen:

		HH2024 verabschiedet		1.HHA	
		VE	AE	NEU VE	Neu AE

50.17	32.00	2.644	2.667	5.017	5.640	2.373	+
	33.00	21.557	21.705	37.126	37.274	15.569	+
	43.52	5.783	5.797	10.936	10.953	5.156	+
	43.53	9.011	9.118	18.663	18.770	9.652	+
70.27	51.10	26	26	26	26	+0	
	52.10	678	523	1.177	1.022	+499	
	63.52	86	86	269	269	+183	
	63.53	147	134	415	402	+268	

Insgesamt werden mit den Beträgen, die schon im Ursprungshaushalt 2024 vorgesehen waren für diese Maßnahmen rund 34.000.000 € benötigt, die frühestens am 29. Juni 2024 einmalig mittels Auszahlungserlass den einzelnen Wohn- und Pflegezentren überwiesen werden.

TOP 10: Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 26. Oktober 1998 über die Einführung der Neuregelung der deutschen Rechtschreibung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 26. Oktober 1998 über die Einführung der Neuregelung der deutschen Rechtschreibung.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird damit beauftragt, den Dekretentwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Aufgrund des Dekrets vom 26. Oktober 1998 über die Einführung der Neuregelung der deutschen Rechtschreibung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. Mai 2018, findet die vom Rat für deutsche Rechtschreibung beschlossene Neuregelung der deutschen Rechtschreibung seit dem 1. September 2006 in der Deutschsprachigen Gemeinschaft Anwendung. Zuletzt wurde dieses im Jahr 2018 aktualisiert. Dieses Regelwerk wird von allen politischen Körperschaften, öffentlichen Diensten und Einrichtungen sowie den öffentlichen Diensten gleichgestellten Diensten in der Deutschsprachigen Gemeinschaft angewandt. Dasselbe gilt für die Einrichtungen und Vereinigungen, die in irgendeiner Form Zuschüsse seitens der Deutschsprachigen Gemeinschaft erhalten. Neben der Deutschsprachigen Gemeinschaft sind auch die Bundesrepublik Deutschland, die Republik Österreich, die Schweizer Eidgenossenschaft, die Autonome Provinz Bozen-Südtirol und das Fürstentum Liechtenstein Mitglieder des Rats für deutsche Sprache.

Am 14. Juli 2023 hat der Rat für deutsche Rechtschreibung die Neufassung des Amtlichen Regelwerks und des Amtlichen Wörterverzeichnisses beschlossen. Das Dekret vom 26. Oktober 1998 wird angepasst, damit diese Neufassung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft wirksam wird.

In dieser Neufassung wurde das Kapitel zur Zeichensetzung nach sprachwissenschaftlichen und didaktischen Erkenntnissen neugestaltet. Zudem wurde das Wörterverzeichnis umfassend aktualisiert, unter anderem durch die Aufnahme zahlreicher neuer Fremdwörter aus modernen Sprachen, beispielsweise aus dem Englischen. Aus der empirischen Beobachtung des Schreibgebrauchs ergaben sich vor dem Hintergrund des vermehrten Einsatzes von Fremdwörtern zudem Anpassungen und Präzisionen des Amtlichen Regelwerks.

Schließlich wurde ein neuer Abschnitt zu Sonderzeichen in das Regelwerk aufgenommen. Als Sonderzeichen gelten beispielsweise das Paragrafenzeichen, das Prozentzeichen sowie das kaufmännische Und. Anlass für die Aufnahme dieses neuen Abschnitts sind die empirischen Beobachtungen der Entwicklung des geschlechtergerechten Sprachgebrauchs. Immer häufiger werden Sonderzeichen wie Asterisk, Doppelpunkt oder Unterstrich in Wörter oder zwischen Wörter eingefügt, um damit zu kennzeichnen, dass alle Geschlechter gemeint sind. Sie unterscheiden sich von anderen Sonderzeichen dadurch, dass sie im Wortinneren eingefügt werden. Der Doppelpunkt, beispielsweise, wird nicht als syntaktische Markierung genutzt – also nicht als Satzzeichen – sondern als morphologische, mit semantischen Informationen angereicherte Kennzeichnung – die Metainformation, dass alle Geschlechter gemeint sind, wird transportiert.

In den „Erläuterungen und Begründung zum Ergänzungspassus „Sonderzeichen“ im Amtlichen Regelwerk für die deutsche Rechtschreibung, Beschluss des Rats für deutsche Rechtschreibung vom 15. Dezember 2023“ heißt es auf Seite 6: „Sonderzeichen innerhalb von Wörtern beeinträchtigen die Verständlichkeit, die Lesbarkeit, die Vorlesbarkeit und die automatische Übersetzbarkeit sowie die Eindeutigkeit und Rechtssicherheit von Begriffen und Texten. Diese Sonderzeichen als Bedeutungssignale innerhalb von Wörtern können nicht in das Amtliche Regelwerk der deutschen Rechtschreibung aufgenommen werden, weil sie derzeit nicht wissenschaftlich eindeutig zu begründen sind. Andererseits kann der Rat nicht darüber hinwegsehen, dass Wortbinnenzeichen zur Kennzeichnung aller Geschlechter benutzt werden.“

Der neue Abschnitt zu den Sonderzeichen hält fest, dass es Sonderzeichen gibt und dass diese u.a. für die geschlechtergerechte Sprache verwendet werden. Es wird aber auch darauf hingewiesen, dass die Verwendung von Sonderzeichen im Wortinneren mitunter zu grammatischen Folgeproblemen führen, die noch nicht geklärt sind, so beispielsweise die Mehrfachnennung von Artikeln oder Pronomen (der*die Präsident*in). Abschließend heißt es, dass die Entwicklung dieses Bereich noch nicht abgeschlossen sei und vom Rat beobachtet werde.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

4. Gutachten:

Die Gutachten der Juristen des Fachbereichs Lokale Behörden und Kanzlei, des Finanzinspektors, das Einverständnis des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, und das Gutachten des Staatsrats liegen vor.

5. Rechtsgrundlage:

Dekret vom 26. Oktober 1998 über die Einführung der Neuregelung der deutschen Rechtschreibung, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. Mai 2018 zur Abänderung des Dekrets vom 26. Oktober 1998 über die Einführung der Neuregelung der deutschen Rechtschreibung

220. Sitzung vom 18. April 2024

TOP 3: Jahresabschlüsse der Einrichtungen öffentlichen Interesses 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 99 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der deutschsprachigen Gemeinschaft die Jahresabschlüsse 2023 der Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Jahresabschlüsse zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Die Jahresabschlüsse umfassen die in Artikel 38 Absatz 3 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente. Nachstehend auszugsweise die zusammenfassende Rechnung der Haushaltsverrichtungen des Jahres in Einnahmen und Ausgaben:

1) Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum der DG (BRF)

Einnahmen		23.533.644,65
Ausgaben	VE	AE
	23.571.252,87	23.571.252,87
Zu finanzierender Bruttosaldo		-37.608,22
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		-37.608,22

2) Dienststelle für selbstbestimmtes Leben der deutschsprachigen Gemeinschaft (DSL)

Einnahmen		28.708.576,52
Ausgaben	VE	AE
	31.373.506,23	29.287.962,11
Zu finanzierender Bruttosaldo		-579.385,59
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		527.033,50
Zu finanzierender Nettosaldo		-52.352,09

3) Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen (IAWM)

Einnahmen		6.270.313,51
Ausgaben	VE	AE
	6.286.707,89	6.286.707,89
Zu finanzierender Bruttosaldo		-16.394,38
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		26.989,60
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		10.595,22

4) Arbeitsamt der deutschsprachigen Gemeinschaft (ADG)

Einnahmen		10.422.512,62
Ausgaben	VE	AE
	9.850.236,77	10.003.241,95
Zu finanzierender Bruttosaldo		419.270,67
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		129.070,14
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		548.340,81

5) Autonome Hochschule in der deutschsprachigen Gemeinschaft (AHS)

Einnahmen		732.075,74
Ausgaben	VE	AE
	644.579,18	700.508,70
Zu finanzierender Bruttosaldo		31.567,04
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prämien...)		0,00

Zu finanzierender Nettosaldo		31.567,04
-------------------------------------	--	------------------

6) Kaleido – Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen (KAL)

Einnahmen		1.346.968,00
Ausgaben	VE	AE
	1.333.802,48	1.329.276,22
Zu finanzierender Bruttosaldo		17.691,78
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		0,00
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prä-mien...)		0,00
Zu finanzierender Nettosaldo		17.691,78

Zusammenfassende Übersicht:

Einnahmen		71.014.091,04
Ausgaben	VE	AE
	73.060.085,42	71.178.949,74
Zu finanzierender Bruttosaldo		-164.858,70
Operationen EWK Kode 9 (Anleihen, Leasings, ...)		156.059,74
Operationen EWK Kode 8 (Darlehen, Prä-mien...)		527.033,50
Zu finanzierender Nettosaldo		518.234,54

(*) Haushaltsergebnis

(**) Ergebnis laut Norm Hoher Finanzrat

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 4: Bestellung von Vertretern in der Kommission für die Öffentlichen Aufträge

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, folgende Vertreter in der Kommission für die Öffentlichen Aufträge zu bestellen:

- Frau Laurine Dalbert als effektives Mitglied
- Herr Ralf Lutterbach als Ersatzmitglied

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 10. März 1998 zur Organisation der Kommission für die Öffentlichen Aufträge wurde eine Kommission für öffentliche Aufträge eingesetzt.

Diese Kommission hat folgende Aufgaben:

- Erstellen von Gutachten zu den Vorentwürfen der Gesetze oder Erlasse zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Vergabe und Ausführung öffentlicher Aufträge;
- Erstellen von Gutachten zu Anwendungsproblemen der Rechtsvorschriften und allgemeine Fragen im Zusammenhang mit der öffentlichen Auftragsvergabe;
- Unterbreiten von Vorschlägen bezüglich der zu erlassenden Rechtsvorschriften im Zusammenhang mit der öffentlichen Auftragsvergabe.

Die Zusammensetzung der Kommission wird in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 10. März 1998 festgelegt. Dieser sieht vor, dass auch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch ein Mitglied wie auch durch ein Ersatzmitglied vertreten ist. Diese werden für eine Dauer von 5 Jahren vom Premierminister bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 5: Dekretentwurf zur Zustimmung zum Investitionsschutzabkommen zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Sozialistischen Republik Vietnam andererseits, geschehen zu Hanoi am 30. Juni 2019

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Zustimmung zum Investitionsschutzabkommen zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Sozialistischen Republik Vietnam andererseits, geschehen zu Hanoi am 30. Juni 2019.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, den Entwurf im Parlament zu hinterlegen und das beschleunigte Behandlungsverfahren von Dekretentwürfen zur Zustimmung zu völkerrechtlichen Verträgen (Artikel 64 Absatz 3 der Geschäftsordnung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft) zu beantragen.

2. Erläuterungen:

Beim Investitionsschutzabkommen zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Sozialistischen Republik Vietnam andererseits, geschehen zu Hanoi am 30. Juni 2019, handelt es sich um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe Gemischte Verträge am 6. Juni 2018 feststellte.

Die Arbeitsgruppe hatte ursprünglich lediglich die Zuständigkeit des Föderalstaats und der Regionen

festgestellt, weshalb keine Vollmacht seitens der Deutschsprachigen Gemeinschaft erstellt wurde. Die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge hat allerdings am 18. September 2019 entschieden, das Gutachten Nr. 65.244/VR des Staatsrates vom 19. März 2019 für dieses Investitionsabkommen analog anzuwenden und stellte dementsprechend doch noch die Zuständigkeit der Gemeinschaften fest. Dieses Gutachten des Staatsrates besagt, dass die Gemeinschaften ebenfalls zuständig für das Investitionsschutzabkommen zwischen der Europäischen Union und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Singapur andererseits, geschehen zu Brüssel am 19. Oktober 2018, sind.

Damit das Abkommen in Kraft treten kann, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Dekretentwurf hat eine potenzielle finanzielle Auswirkung, die jedoch nicht bezifferbar ist.

TOP 6: Erlass der Regierung zur Gewährung eines zusätzlichen Zuschusses an die VoG Tri Landum, Kirchplatz 19, 4720 Kelmis ab dem 1. Quartal für das Jahr 2024.

1. Beschlussfassung:

Die Regierung gewährt der VoG Tri Landum einen Zuschuss ab dem 1. Quartal für das Jahr 2024 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die VoG Tri Landum erhält im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel einen Zuschuss für das Jahr 2024 zur Durchführung der Aufgaben, wie sie im Vertrag zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Tri Landum VoG aufgeführt sind.

Der Vertrag regelt die Zusammenarbeit zwischen der Sozialen Immobilienagentur Tri Landum VoG und der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2024.

Für das Jahr 2024 ergibt sich ein Jahreszuschuss in Höhe von 328.950,00 € (129 Mandate x 2.550,00 €).

Es erfolgt vierteljährlich eine Anpassung des pauschalen Zuschusses im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und aufgrund der bestehenden Mandate zum 31. Dezember 2023, 31. März 2024, zum 30. Juni 2024 und zum 30. September 2024.

Bei Verringerung der Mandate bleibt der höhere Satz ein Quartal lang im Vergleich zum Vorquartal eingefroren.

Der zusätzliche Jahreszuschuss wird monatlich in Zwölfteile ausgezahlt:

- Bereits festgelegt lt. Erlass vom 15.02.2024: 328.950,00 € (2.550,00 € * 129 Mandate)

Die VoG meldet zum 31. Dezember 2023 133 Mandate an. Somit erfolgt eine Anpassung des Zuschusses ab dem 1. Quartal 2024:

- Differenz in 12-teile festzulegen:
 - 339.150,00 € - 328.950,00 € = 10.200,00 €
 - Wovon monatliche Vorauszahlungen von je 850,00 € für Januar-Dezember

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Tri Landum VoG wird ab dem 1. Quartal für das Jahr 2024 ein zusätzlicher Zuschuss in Höhe von insgesamt 10.200,00 EUR gewährt.

Dieser Betrag geht zu Lasten des Haushalts der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Haushaltsjahr 2024, OB 50, Pr.21, ZW. 33.00.

TOP 7: Geschäftsordnung der Dienstleisterkonferenz Kinder, Jugendliche und Erwachsene der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben Verwaltungsvorschrift Nr. C 05-1.0/2402

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet die Geschäftsordnung der Dienstleisterkonferenz Kinder, Jugendliche und Erwachsene der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In Artikel 4 des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 über die Dienstleisterkonferenzen im Bereich des selbstbestimmten Lebens ist festgelegt, dass die eingesetzten Dienstleisterkonferenzen sich eine durch die Regierung zu genehmigende Geschäftsordnung geben.

In seiner Sitzung vom 20. Februar 2024 hat Dienstleisterkonferenz Kinder, Jugendliche und Erwachsene der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben die beiliegende Geschäftsordnung, die Verwaltungsvorschrift Nr. C05-1.0/2402, genehmigt und bittet nun um Genehmigung durch die Regierung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die finanziellen Auswirkungen (ausschließlich Fahrtentschädigung) sind in der Haushaltsplanung der DSL berücksichtigt und werden im Rahmen der Dotation abgedeckt.

TOP 8: Geschäftsordnung des beratenden Fachgremiums des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben: Verwaltungsvorschrift Nr. C04-1.0/2402

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet die Geschäftsordnung des beratenden Fachgremiums des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In Artikel 30 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens ist festgelegt, dass das beratende Fachgremium sich eine durch die Regierung zu genehmigende Geschäftsordnung gibt.

In seiner Sitzung vom 9. Februar 2024 hat das beratende Fachgremium beiliegende Geschäftsordnung, die Verwaltungsvorschrift Nr. C04-1.0/2402, genehmigt und bittet nun um Genehmigung durch die Regierung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die finanziellen Auswirkungen (ausschließlich Anwesenheits- und Fahrtentschädigung) sind in der Haushaltsplanung der DSL berücksichtigt und werden im Rahmen der Dotation abgedeckt.

TOP 9: Geschäftsordnung des Verwaltungsausschusses des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben: Verwaltungsvorschrift Nr. C01-2.1/2401

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet die Geschäftsordnung des Verwaltungsausschusses des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In Artikel 25 des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten

Lebens ist festgelegt, dass der Verwaltungsausschuss sich eine durch die Regierung zu genehmigende Geschäftsordnung gibt.

In seiner Sitzung vom 26. Januar 2024 hat der Verwaltungsausschuss beiliegende Geschäftsordnung, die Verwaltungsvorschrift Nr. C01-2.1/2401, genehmigt und bittet nun um Genehmigung durch die Regierung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die finanziellen Auswirkungen (ausschließlich Anwesenheits- und Fahrtentschädigung) sind in der Haushaltsplanung der DSL berücksichtigt und werden im Rahmen der Dotation abgedeckt.

TOP 12: Öffentlicher Auftrag über die Einrichtung, den Betrieb, den Unterhalt und den Support der Anwendung zur Verwaltung der elektronischen Überwachung (SISSET3)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Vereinbarungsprotokoll zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des öffentlichen Auftrags über die Einrichtung, den Betrieb, den Unterhalt und den Support der Lösung zur Verwaltung der elektronischen Überwachung (SISSET3).

Die Regierung genehmigt den prinzipiellen Beschluss, den Auftrag zu veröffentlichen, die Prozedur des wettbewerblichen Dialogs und das beschreibende Dokument.

Die Regierung delegiert die Aufgaben und Entscheidungen im Rahmen des öffentlichen Auftrags an den leitenden Beamten des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Der Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen ist mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

a. Sechste Staatsreform

Die Informatikanwendung SISSET wurde ursprünglich von der AG CRONOS in Ausführung eines öffentlichen Auftrags (Ref. 2012/BBL 311/OV/002) zugunsten des FÖD Justiz entwickelt und im Rahmen der 6. Staatsreform den Gemeinschaften übertragen. Infolge dieser Kompetenzübertragung haben die drei Gemeinschaften am 10. Dezember 2014 ein Zusammenarbeitsabkommen über die Verwaltung der elektronischen Überwachung abgeschlossen. Zu diesem Zeitpunkt hatten weder die Gemeinschaften noch ein anderer Anbieter die technischen und funktionalen Kenntnisse der Anwendung, sodass die Französische Gemeinschaft (über ETNIC) einen Übergangsvertrag in Form eines Verhandlungsverfahrens ohne Bekanntmachung mit einem einzigen

Lieferanten, der AG CRONOS, eingeleitet hat (SISSET 2015/3370-Vertrag).

b. Nicht-Vergabe SISSET2 (2018/2373) und Veröffentlichung SISSETbis (2019/2375)

Ein erster öffentlicher Auftrag SISSET2 (2018/2373) wurde im Juli 2018 veröffentlicht, auf den allerdings nur die AG CRONOS ein inakzeptables Angebot abgegeben hat. Da der Übergangsvertrag SISSET 2015/3370 am 24. Dezember 2018 auslief, wurde der Auftrag mehrfach bis spätestens Ende 2019 verlängert. Diese Erweiterung ermöglichte es, die Kontinuität der Dienste kurzfristig zu gewährleisten, war aber immer noch nicht ausreichend, um einen Neustart und die Vergabe eines neuen Auftrags im Rahmen eines Wettbewerbs zu ermöglichen. Demzufolge wurde beschlossen, einen neuen SISSETbis-Auftrag (Ref. 2019/2375) im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung durchzuführen. Dieser Zwischenmarkt wurde im September 2019 an Real Dolmen vergeben, für eine Dauer von höchstens 4 Jahren. Nach zahlreichen Schwierigkeiten mit der AG CRONOS hat die Übertragung des Supports an Real Dolmen sich verzögert und konnte schließlich am 16. März 2020 realisiert werden. Seit diesem Zeitpunkt wird SISSET von SMALS (IT-Hosting Anbieter der Flämischen Gemeinschaft) gehostet und der Support wird vollständig von Real Dolmen durchgeführt.

c. Nicht-Vergabe SISSET2 (2021/2300) und Wiederaufnahme im Verhandlungsverfahren (2022/2300)

Der Auftrag SISSET2 (2021/2300) wurde im Oktober 2021 ausgeschrieben. Daraufhin reichte als einziges Unternehmen Inetum RealDolmen Belgium ein Angebot ein. Der Preis des Angebots von Inetum RealDolmen lag mit 12.977.383,40€ (inkl. MwSt.) 24,54% über dem geschätzten Wert des Auftrags von 10.420.438,54€ (inkl. MwSt.). Der Preis des Angebots von Inetum RealDolmen galt daher als unannehmbar im Sinne von Artikel 38 des Gesetzes vom 17. Juni 2016.

Am 21. Februar 2022 genehmigte die Regierung die Nicht-Vergabe des Auftrags über die Einrichtung, den Betrieb, den Unterhalt und den Support der Anwendung SISSET2 zur Verwaltung der elektronischen Überwachung (Ref. 2021/2300) und die Wiederaufnahme des Auftrags im Verhandlungsverfahren (2022/2300).

d. Vergabe des Auftrags SISSET2 (2022/2300)

Nach der Wiederaufnahme des Auftrags im Verhandlungsverfahren wurden während der Sondierungen mit Inetum RealDolmen Belgium verschiedene Elemente des ursprünglichen Angebots identifiziert, die über die in dem Lastenheft beschriebenen Anforderungen hinausgingen. Daraufhin entfernte Inetum RealDolmen Belgium diese Elemente aus dem Angebot, das IRD für den neuen Auftrag (2022/2300) einreichte. Die Analyse des Angebots ergab, dass es die Anforderungen des Lastenhefts für den SISSET2 Auftrag (2022/2300) erfüllt. Auf

Grundlage dieser Elemente genehmigte der zuständige Minister am 4. Mai 2022 die Vergabe des öffentlichen Auftrags an Inetum RealDolmen.

e. Beendigung des Auftrags SISSET2 (2022/2300) und Verlängerung SISSETbis (2019/2375)

Während der Durchführung des Projekts SISSET2 stellten die Parteien verschiedene Schwierigkeiten fest, insbesondere in Bezug auf den festgelegten Projektumfang. Nach zahlreichen Diskussionen aufgrund verschiedener Auslegungen des Umfangs des Projektes und immer weiteren Verzögerungen wurde im September 2023 deutlich, dass dieses Projekt nicht zu einer nutzbaren Anwendung führen würde. Die Gemeinschaften beschlossen demnach, den Vertrag mit Inetum RealDolmen zu beenden. Nach Verhandlungen mit Inetum RealDolmen wurde eine Einigung erzielt, den Auftrag in gegenseitigem Einvernehmen zu beenden. Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft genehmigte die Beendigung des Auftrags SISSET2 am 21. Dezember 2023. Zur Gewährleistung der Kontinuität der Dienstleistung wurde der SISSETbis Vertrag durch eine Zusatzvereinbarung bis April 2026 verlängert.

f. Beginn des neuen öffentlichen Auftrags

Aufgrund der Entscheidung, den vorherigen öffentlichen Auftrag vorzeitig zu beenden, muss ein neuer öffentlicher Auftrag ausgeschrieben werden. Es handelt sich dabei um einen gelegentlichen Auftrag, der gemeinsam mit der Französischen und Flämischen Gemeinschaft vergeben werden soll. Folglich muss zwischen den drei Gemeinschaften ein Vereinbarungsprotokoll abgeschlossen werden, das die gegenseitigen Vereinbarungen enthält.

Das Vereinbarungsprotokoll sieht vor, dass die Parteien einen gelegentlichen gemeinsamen öffentlichen Auftrag vergeben werden, für die Einrichtung, den Betrieb, den Unterhalt und den Support einer Lösung zur Verwaltung der elektronischen Überwachung (SISSET3). Das Protokoll sieht eine Delegation der Aufgaben und Entscheidungen im Rahmen des öffentlichen Auftrags an den leitenden Beamten des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vor.

Im Vereinbarungsprotokoll ist festgelegt, dass der öffentliche Auftrag in Form eines wettbewerblichen Dialogs vergeben wird. In der Einleitung des Vereinbarungsprotokolls werden die Gründe für die Wahl dieses Vergabeverfahrens ausführlich dargelegt. Die Genehmigung des Vereinbarungsprotokolls bedeutet somit auch die Genehmigung der Wahl des Vergabeverfahrens.

Die Flämische Gemeinschaft tritt als Auftraggeber für die Vergabe des öffentlichen Auftrags auf. In dem Vereinbarungsprotokoll wird jedoch festgehalten, dass eine Reihe von wesentlichen Entscheidungen, die während des Vergabeverfahrens zu treffen sind, die Zustimmung der anderen beiden Gemeinschaften erfordern.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Berechnung der Schätzung des benötigten Budgets basiert auf dem Preis von Siset2 von April 2022, d.h. 10,82 Millionen Euro (inkl. MwSt.) für die drei Gemeinschaften zusammen, verteilt auf einen Zeitraum von 7 Jahren. Aus der Abwicklung der Siset2-Akte geht hervor, dass die Kosten um 20% unterschätzt wurden. Zusätzlich muss die Inflation berücksichtigt werden (auf Grundlage der Entwicklung des Verbraucherpreisindex 8,3%). Durch Extrapolation der Kosten für Siset2 für 7 Jahre auf 9 Jahre für Siset3, erhalten wir einen Betrag von 15,66 Millionen Euro. Unter Berücksichtigung eines erwarteten Anstiegs der Nutzerzahlen um 10% bis zum Ende der geplanten Laufzeit, der sich auf die Betriebskosten während dieser Laufzeit auswirken wird, und einer weiteren Inflation von 2% pro Jahr, ergibt sich ein vorläufiger Schätzwert von 18,02 Millionen Euro (inkl. MwSt.).

Diese indikative Schätzung wird auf Grundlage des in dem Zusammenarbeitsabkommen vom 10. Dezember 2014 festgelegten Verteilerschlüssel unter den drei Gemeinschaften aufgeteilt (49,71% für die Französische und die Flämische Gemeinschaft und 0,58% für die Deutschsprachige Gemeinschaft).

Bei einer Laufzeit von 9 Jahren würden die Auswirkungen des Auftrags auf den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft 104.516€ betragen.

Da die Gemeinschaften die Aufträge der elektronischen Überwachung von den Justiz- und Verwaltungsbehörden erhalten und somit selbst keinen Einfluss auf die Anzahl der auszuführenden Aufträge sowie auf mögliche Gesetzesänderungen haben, muss der Höchstwert ausreichend hoch angesetzt werden. In den letzten Jahren hat die Zahl der Aufträge der elektronischen Überwachung zugenommen.

Aus diesen Gründen wird eine Erhöhung um 40% über dem indikativen Wert vorgesehen. Die maximale Schätzung beträgt somit 25,23 Millionen Euro (inkl. MwSt.), verteilt über 9 Jahre und für die drei Gemeinschaften zusammen. Die Auswirkungen des Auftrags auf den Haushalt der Deutschsprachigen Gemeinschaft betragen in diesem Fall 146.334 Euro.

TOP 13: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. November 2021 zur Bestellung von Dopingkontrollbegleitern in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. November 2021 zur Bestellung von Dopingkontrollbegleitern in Anwendung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Gemäß Artikel 23 §3 des Erlasses der Regierung vom 10. Februar 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 24. Januar 2022 zur Bekämpfung des Dopings im Sport erfolgte am 6. Februar 2024 in den Internetseiten der Nationalen Anti-Doping-Organisation der Deutschsprachigen Gemeinschaft und des Leitverbands des ostbelgischen Sports, ein öffentlicher Aufruf, sich als Dopingbegleiter für die Nationalen Anti-Doping-Organisation der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu bewerben.

Herr Olivier Colonerus, Frau Tania van den Berghen, Frau Véronique Gensterblum und Herr Robert Vilz, haben sich respektive am 9. Februar 2024, 23. Februar 2024, 26. Februar 2024 und 28. Februar 2024 beworben.

Gemäß Artikel 23 §2 desselben Erlasses hat die Nationalen Anti-Doping-Organisation der Deutschsprachigen Gemeinschaft am 23. März 2024 mit den Bewerbern eine Ausbildung sowie eine theoretische und praktische Prüfung durchgeführt.

Alle Bewerber haben die in Artikel 23 §1 Absatz 3 desselben Erlasses aufgeführten Voraussetzungen erfüllt und können somit als Begleitperson für die Begleitung der Kontrollärzte und die Beaufsichtigung der Sportler bei Dopingkontrollverfahren bestellt werden.

Folgende Personen werden für eine verlängerbare Dauer von zwei Jahren ab dem 18. April 2024 als Begleitpersonen für die Begleitung der Kontrollärzte und die Beaufsichtigung der Sportler bei Dopingkontrollverfahren bestellt:

1. Herr Olivier Colonerus;
2. Herr Robert Vilz;
3. Frau Tania van den Berghen;
4. Frau Véronique Gensterblum.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Im Rahmen ihrer Tätigkeiten für die NADO der Deutschsprachigen Gemeinschaft werden die Dopingkontrollbegleiter gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Regierung vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtenschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft vergütet.

TOP 15: Infrastrukturvorhaben 5403 – Gemeinde Amel, Born – Ankauf einer unbebauten Immobilie für kulturelle bzw. touristische Zwecke - Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Born – Ankauf einer unbebauten Immobilie für kulturelle bzw. touristische Zwecke“ gemäß Art. 22 §2 des Dekretes zur Infrastruktur vom 18. März 2002 an.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Born – Ankauf einer unbebauten Immobilie für kulturelle bzw. touristische Zwecke“ ist die Gemeinde Amel. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 15. März 2024.

Es handelt sich um den Ankauf der Parzelle katastriert Gemarkung 15, Flur B, Nr. 275P3, gelegen in Born, St. Vither Straße, mit einer Fläche von 2.536m².

Die hintere Hälfte des Geländes grenzt direkt an den RAVeL-Radwanderweg und ist für die dringend erforderliche Verlegung des Spielplatzes in Born besonders geeignet. Er eröffnet der Gemeinde die Möglichkeit, in zentraler Lage einen neuen Standort für den derzeit teils auf Privatgelände angelegten Spielplatz für die Ortsansässigen und Wandertouristen zu finden.

Die vordere Hälfte des Geländes würde vorerst ungenutzt bleiben und eine strategische Reserve für zukünftige Projektideen darstellen.

Der jetzige Eigentümer besteht auf einen Verkauf noch in diesem Jahr. Andernfalls würde das Gelände erneut zum Verkauf angeboten, mit der Gefahr, dass die Gemeinde Amel nicht mehr als Käufer berücksichtigt würde. Zudem würde der vereinbarte Kaufpreis von 97.500€ (zzgl. Beurkundungskosten), basierend auf ein Wertermittlungsgutachten, nicht mehr aufrechterhalten.

Die Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Amel über die besonders begründete äußerste ist der Regierung am 5. April 2024 übermittelt worden. Unter Berücksichtigung der möglichen Bezuschussung für die hintere Hälfte des Geländes, deren Zweckbestimmung bereits festgelegt wurde, belaufen sich die Gesamtkosten für den o. e. Ankauf auf Grundlage des Wertermittlungsgutachtens des Landmessers-Gutachters Guido Faymonville vom 18. Oktober 2023 sowie des zugehörigen Finanzplans der Gemeinde Amel vom 15. März 2024 auf 48.750€ (zzgl. Beurkundungskosten), sprich auf insgesamt 50.250€ (inkl. Nebenkosten).

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Amel am 5. April 2024 einen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §2 des

Dekretes zur Infrastruktur vom 18. März 2002 gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 14 - ZW 63.01
(Zuschüsse für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung von Gemeindeinfrastrukturen)

Projektkosten: 50.250€
Maximaler Zuschuss (60%): 30.150€

TOP 16: Infrastrukturvorhaben 5401 – Gemeinde Amel, Heppenbach – Ankauf einer unbebauten Immobilie für schulische Zwecke – Anerkennung der Dringlichkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erkennt die Dringlichkeit des Infrastrukturvorhabens „Heppenbach – Ankauf einer unbebauten Immobilie für schulische Zwecke“ gemäß Art. 22 §2 des Dekretes zur Infrastruktur vom 18. März 2002 an.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturvorhabens „Heppenbach – Ankauf einer unbebauten Immobilie für schulische Zwecke“ ist die Gemeinde Amel. Die Anmeldung des Infrastrukturvorhabens und der zugehörige Finanzplan datieren vom 15. Februar 2024.

Es handelt sich um den Ankauf der Parzelle katastriert Gemarkung 7, Flur C, Nr. 209N, gelegen in Heppenbach, Am Allerberg, mit einer Fläche von 969m².

Das Gelände ist für die dringend erforderliche Schulsanierung und -erweiterung essenziell und eröffnet der Gemeinde Planungsmöglichkeiten, die das angedachte Projekt vereinfachen und sowohl konzeptionell als auch finanziell begünstigen.

Der jetzige Eigentümer besteht auf einen Verkauf noch in diesem Jahr. Andernfalls würde das Gelände erneut zum Verkauf angeboten, mit der Gefahr, dass die Gemeinde Amel nicht mehr als Käufer berücksichtigt würde. Zudem würde der vereinbarte Kaufpreis von 74.000€ (zzgl. Beurkundungskosten), basierend auf ein Wertermittlungsgutachten, nicht mehr aufrechterhalten.

Die Erklärung des Bürgermeisters der Gemeinde Amel über die besonders begründete äußerste ist der Regierung am 5. April 2024 übermittelt worden.

Die Gesamtkosten für den o. e. Ankauf belaufen sich auf Grundlage des Wertermittlungsgutachtens des Landmessers-Gutachters Guido Faymonville vom 17. Januar 2024 sowie des zugehörigen Finanzplans

der Gemeinde Amel vom 15. Februar 2024 auf 77.000€ (inkl. Beurkundungskosten).

Aus diesen Gründen hat die Gemeinde Amel am 5. April 2024 einen Antrag auf Anerkennung des Dringlichkeitsverfahrens im Sinne von Art. 22 §2 des Dekretes zur Infrastruktur vom 18. März 2002 gestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 - PR 07 - ZW 63.23
(Zuschüsse für Ankauf, Bau, Umbau und Einrichtung im offiziellen subventionierten Unterrichtswesen)

Projektkosten: 77.000€
Maximaler Zuschuss (80%): 61.600€

TOP 18: Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. April 2024 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und dem Föderalstaat über die regierungsübergreifende Ausführung der Verordnung (EU) 2018/1724 des europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Oktober 2018 über die Einrichtung eines einheitlichen digitalen Zugangstors zu Informationen, Verfahren, Hilfs- und Problemlösungsdiensten und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. April 2024 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und dem Föderalstaat über die regierungsübergreifende Ausführung der Verordnung (EU) 2018/1724 des europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Oktober 2018 über die Einrichtung eines einheitlichen digitalen Zugangstors zu Informationen, Verfahren, Hilfs- und Problemlösungsdiensten und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen, wird damit beauftragt, den Dekretentwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Die Europäische Union verfolgt eine Strategie des digitalen Binnenmarkts. Ziel dieser Strategie ist es den Binnenmarkt weiter auszubauen, indem es Bür-

ger und Unternehmen ermöglicht wird, sich innerhalb der Union frei zu bewegen, grenzüberschreitende Geschäfte zu tätigen, sich in einem anderen Mitgliedstaat niederzulassen und ihre berufliche Tätigkeit auf einen anderen Mitgliedstaat auszuweiten.

Im Rahmen dieser Strategie hat die EU die Verordnung (EU) 2018/1724 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Oktober 2018 über die Einrichtung eines einheitlichen digitalen Zugangstors zu Informationen, Verfahren, Hilfs- und Problemlösungsdiensten und zur Änderung der Verordnung (EU) Nr. 1024/2012 verabschiedet.

Diese Verordnung über die Einrichtung eines einheitlichen digitalen Zugangstors („Single Digital Gateway“), hiernach die Verordnung, enthält im Wesentlichen die folgenden drei Teilbereiche:

- (i) einen Teilbereich „Informationen“. Zu einer Reihe von Bereichen (Anhang I der Verordnung) sind Informationen zu liefern, die für Bürger und Unternehmen relevant sind, die ihre Rechte in einem anderen Mitgliedsstaat ausüben wollen;
- (ii) einen Teilbereich „Online-Verfahren“. Eine Reihe von Verfahren (Anhang II der Verordnung) muss online verfügbar sein.
- (iii) einen Teilbereich „Hilfs- und Problemlösungsdienste“. Das Single Digital Gateway enthält Links zu einer Reihe von Diensten (Anhang III der Verordnung) an die sich Bürger und Unternehmen bei Fragen oder Problemen zu beiden anderen Teilbereichen wenden können.

Die Ausführung der Verordnung fällt in den Zuständigkeitsbereich aller belgischen Politikebenen (Föderalstaat, föderierte Teilgebiete, lokale und provinzielle Verwaltungen). Jeder der drei Teilbereiche der Verordnung (Informationen, Verfahren und Hilfsdienste) enthält Bestandteile, die in den Zuständigkeitsbereich der föderierten Teilgebiete, der lokalen Behörden oder des Föderalstaates fallen oder die eine gemischte Zuständigkeit aufweisen (zum Beispiel für die Entwicklung des Verfahrens zur Gründung, Führung und Schließung eines Unternehmens).

Deshalb wurde das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen abgeschlossen. Es regelt die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Politikebenen Belgiens und die Verteilung bestimmter Aufgaben und finanzieller Beteiligungen, um die Verpflichtungen aus der Verordnung zu erfüllen. Das Zusammenarbeitsabkommen ist ein Durchführungsrechtsakt, der sich insbesondere auf die regierungsübergreifende Ausführung der Verordnung bezieht.

Das Zusammenarbeitsabkommen regelt die Organisation, die Zusammenarbeit und die Verteilung der Kosten (Entwicklungskosten und Personalkosten) zwischen den Teilstaaten unter sich und der Föderalregierung.

Nach dem Staatsratsgutachten Nr. 75.085/VR wurde das Abkommen auf die Gemeinsame Ge-

meinschaftskommission und die Französische Gemeinschaftskommission ausgeweitet und wurde erneut ein Staatsratsgutachten eingeholt. Am 15. April 2024 erteilte der Staatsrat das Gutachten Nr. 76.091/VR. Er äußerte keine Bemerkungen zum Zusammenarbeitsabkommen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Aufgrund des im ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festgehaltenen Verteilerschlüssel der Ausgaben entstehen für die Jahre 2024-2026 schätzungsweise jährliche Ausgaben in Höhe von rund 14.000 Euro zu Lasten der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Haushaltszuweisung 20.02-12.11). Auch über das Jahr 2026 hinaus entstehen Kosten, für die ebenfalls der Verteilerschlüssel angewendet wird.

TOP 20: Erlass der Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in dritter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen, ist mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 1. Januar 2020 hat die Deutschsprachige Gemeinschaft aufgrund von Artikel 139 der Verfassung von der Wallonischen Region die Ausübung der Zuständigkeit Raumordnung im Sinne von Artikel 6 §1 I. des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen übernommen.

Die Arbeiten am Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung (Dekret und verordnungsrechtlicher Teil) sind in einem phasenweisen Kontext zu sehen. In einer ersten Phase (2019/2020) betrafen die Anpassungen des Dekretes entweder die ersten – für die administrative Übernahme dieser Befugnis notwendigen – Rechtsstellungen (z.B. die Ersetzung der Wortfolge „Regierung der Wallonischen Region“ durch „Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft“) oder besondere Modalitäten in Bezug auf die Coronakrise (beispielsweise, um hybride Inforenstanstaltungen zu ermöglichen).

Anpassungen des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wurden ebenfalls durchgeführt, um die Bestimmungen des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung noch besser auf die Gegebenheiten in der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzupassen, sowie sprachliche Korrekturen vorzunehmen, die zum

besseren Verständnis der Gesetzgebung beitragen sollen.

In einer zweiten Phase wurde am 21.11.2022 eine „systemkonforme“ Reform durch das Parlament am dekretalen Text verabschiedet. Diese Reform zieht Anpassungen des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzes nach sich, die durch vorliegenden Erlass umgesetzt werden sollen.

Durch vorliegenden Erlass sollen daher folgende Änderungen vorgenommen werden:

Allgemeine technische/sprachliche Anpassungen (gesamter Text):

- Die „beratende Kommission für Beschwerden“ wird zur „Beschwerdekommission“.
- Der Begriff der „Verstädterungsgenehmigung“ wird durch den Begriff „Erschließungsgenehmigung“ ersetzt.
- Verschiedene Titel werden den Änderungen des Dekrets vom 21.11.2022 angepasst.
- Der „neuzugestaltende Standort“ wird zu „Sanierungsstandort“.
- Verweise auf das Buch V werden gestrichen.
- „Windturbine“ wird zu „Windkraftanlage“.
- Die Empfangsbestätigung wird zum „Bescheid über die formelle Vollständigkeit“.

Anpassungen bzgl. der erneuerbaren Energien:

Die Verordnung (EU) 2022/2577 des Rates vom 22. Dezember 2022 zur Festlegung eines Rahmens für einen beschleunigten Ausbau der Nutzung erneuerbarer Energien ist gemäß ihrem Artikel 10 am 30. Dezember 2022 für einen Zeitraum von 18 Monaten in Kraft getreten.

Die Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Der Rat der Europäischen Union ist der Ansicht, dass „mehrere der in dieser Verordnung genannten Maßnahmen zur Straffung der Verfahren zur Genehmigungserteilung für Projekte im Bereich der erneuerbaren Energien von den Mitgliedstaaten rasch umgesetzt werden [können], um den Ausbau der Nutzung erneuerbarer Energien kurzfristig zu beschleunigen, ohne dass es aufwendiger Änderungen der nationalen Verfahren und Rechtssysteme bedarf“.

Erwähnt werden Maßnahmen wie „erheblich kürzere und schnellere Genehmigungserteilung für Solaranlagen auf bestehenden Strukturen“. So soll die Frist für Verfahren zur Genehmigungserteilung für die Installation von Solarenergieanlagen und der damit verbundenen, vor Ort befindlichen Speicher und Netzanschlüsse auf bestehenden oder künftigen künstlichen Strukturen vor, die für andere Zwecke als die Solarenergieerzeugung gebaut wurden, höchstens drei Monate betragen.

Wärmepumpentechnologie sei für die Erzeugung erneuerbarer Wärme und Kälte aus Umgebungsenergie, einschließlich Abwasserbehandlungsanlagen,

sowie aus geothermischer Energie essenziell. Um die Installation und Nutzung von Wärmepumpen zu beschleunigen, ist es angezeigt, gezielte kürzere Verfahren zur Genehmigungserteilung für solche Anlagen einzuführen, einschließlich eines vereinfachten Verfahrens für den Anschluss kleinerer Wärmepumpen an das Stromnetz, sofern keine Sicherheitsbedenken bestehen, keine weiteren Arbeiten für die Netzanschlüsse erforderlich sind und keine technische Inkompatibilität der Systemkomponenten vorliegt, und außer wenn ein solches Verfahren nach nationalem Recht nicht erforderlich ist.

Um diese Vorschriften so weit wie möglich zu übertragen in Hinsicht darauf, dass sie nicht unbedingt mit den bestehenden Vorschriften vereinbar sind, wird die Nomenklatur angepasst, um die Fälle der Befreiung von der Genehmigungspflicht zu ändern und insbesondere dauerhaft auszuweiten. Damit wird für die Mehrheit der in der Praxis vorkommenden Fälle eine Rechtsunsicherheit aufgrund möglicher Widersprüche zwischen internen Bestimmungen und europäischen Bestimmungen vermieden.

Buch V:

Die Reform durch das Dekret vom 21.11.2022 hat entschieden, die finanziellen Bestimmungen aus dem Buch V zu streichen und das Infrastrukturdekret anzupassen und die planerischen Aspekte in das Buch II zu übertragen. Zuschüsse werden durch das bestehende Dekret vom 18. März 2002 zur Infrastruktur (ID) geregelt. Das Gesetzbuch für die räumliche Entwicklung soll sich auf die planerischen Aspekte und Instrumente beschränken. Die raumordnerischen Regeln bzgl. der Instrumente des Sanierungsstandorts und der städtischen Flurbereinigung wurden in das Buch II verlagert.

Diese Anpassungen ziehen Anpassungen des verordnungsrechtlichen Teils nach sich. Das Buch V der R-Bestimmungen wird aufgehoben. In das Buch II der R-Bestimmungen werden die Ausführungsbestimmungen bezüglich des Verfahrens zur Erstellung der Sanierungsstandorte und Areale für die städtische Flurbereinigung eingefügt.

Inhaltliche Anpassungen:

- **Art. R.0.1-2** - Bezüglich der im vorliegenden Gesetzbuch vorgesehenen Vollmachten, die dem Minister für Raumordnung für verschiedene Verfahren zur Genehmigung der Erstellung, der Revision und der Aufhebung von Schemen oder Sektorenplänen erteilt werden, wird verdeutlicht, dass diese Vollmachten sowohl die Verfahren als auch die Entscheidungen betreffen. Das gilt dem besseren Verständnis des Textes. Die Verweise auf Verfahren des Buches V werden außerdem gestrichen.
- **Art. R.I.6-1 - Art. R.I.6-5** - Die Änderungen betreffen die Umbenennung der „beratenden Kommission für Beschwerden“ in „Beschwerdekommision“ gemäß

Artikel D.I.6 des GRE. Es wird daran erinnert, dass die Beschwerdekommision künftig der Regierung nicht nur ein Gutachten, sondern einen konkreten Beschlussvorschlag vorlegt.

- **Art. R.I.6-5** - Die Anwesenheitsgelder des Vorsitzenden und der Mitglieder der Beschwerdekommision werden gemäß dem Erlass der Regierung vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtentschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft harmonisiert .
- **Art. R.II.21-11** - Es wird bestimmt, dass die Koordinierten Sektorenpläne der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Teile der Sektorenpläne VERVIERS-EUPEN, HAUTES-FAGNES-EIFEL und MALMEDY-SAINT-VITH umfassen, die sich auf das deutsche Sprachgebiet beziehen. Der Vollständigkeit halber werden die Sektorenpläne namentlich genannt.
- **Art.R.II.36-5** - Dieser Artikel betrifft die Bedingungen, zu denen „Teiche“ im Agrargebiet errichtet werden können. Der heutige Text des Gesetzbuches spricht von „Teichen“ und „Tümpeln“, ohne den Unterschied zu definieren und mit einer fehlenden Koordinierung zwischen den verschiedenen Übersetzungen in die deutsche Sprache. Es wird vorgeschlagen, vereinheitlicht von Teichen zu sprechen. In der Praxis stellte sich die Frage, ob es sich um einen oder um mehrere Teiche handeln kann. Es wird vorgesehen, diesen Punkt zu präzisieren. Ein oder mehrere Teiche können vorgesehen werden, sofern alle nachstehenden Bedingungen kumulativ pro Teich erfüllt werden. Diese Anpassung dient der Verdeutlichung und Klarheit des Textes.
- **Art. R.II.36-11** - Bezüglich der Bedingungen für Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze im Agrargebiet wird der Begriff „Windturbine“ durch den Begriff „Windkraftanlage“ ersetzt. Es wird außerdem klargestellt, dass der Verweis auf ein auf einem bestehenden Gebäude installiertes Modul für „legal bestehende Gebäude“ gilt. Es geht darum, Module auf nicht rechtmäßig errichteten Gebäuden in Agrargebieten zu vermeiden und den Betroffenen darauf hinzuweisen, dass er die Rechtmäßigkeit des betroffenen Gebäudes gegebenenfalls überprüft.
- **Art. R.II.37-11:** In diesem Artikel wird ein Übersetzungsfehler korrigiert.
- **Art. R.II.37-14** - In diesem Artikel wird ein Übersetzungsfehler korrigiert.

- **Art. R.II.45-1** - Die Ausgleichsmaßnahmen für Revisionen des Sektorenplans auf operativer Ebene verweisen zum Teil auf Instrumente/Areale, die durch das Dekret vom 21.11.2022 abgeschafft wurden (Instrumente des Buches V). Die Verweise wurden gestrichen. Es wird bestimmt, dass eine Ausgleichsmaßnahme auf operativer Ebene insbesondere dazu beiträgt:
 - 1° Handlungen und Arbeiten zur Sanierung, Renovierung und Grundstücksanierung, Bau- oder Wiederaufbauhandlungen und -arbeiten durchzuführen, um das Verstärkungspotential des betroffenen Gutes wiederherzustellen;
 - 2° Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung durchzuführen;
 - 3° Maßnahmen zur Wiederaufwertung und Entwicklung städtischer Funktionen durchzuführen.
- **Art. R.II.45-2** – Satz 3 dieser Vorschrift wird sprachlich verdeutlicht, ohne den Inhalt zu ändern.
- **ART. R.II.57.1-1** – Es werden die in Artikel D.II.57.1 Paragraf 1 Ziffer 2 erwähnten Handlungen und Arbeiten zur Sanierung eines Standortes bestimmt. Es handelt sich größtenteils um die Übertragung der bestehenden Bestimmungen des Buches V, mit Ausnahme der finanziellen Aspekte.
- **ART. R.II.57.1-2** – Es werden die in Artikel D.II.57.1 Paragraf 1 Ziffer 2 erwähnten Handlungen und Arbeiten zur Renovierung bestimmt. Es handelt sich größtenteils um die Übertragung der bestehenden Bestimmungen des Buches V, mit Ausnahme der finanziellen Aspekte.
- **Art. R.II.57.1-3** – Es wird weiterhin sichergestellt, dass die zur Sanierung und Renovierung des Standorts geplanten Handlungen und Arbeiten sich nicht auf ein Immobiliengut beziehen, das in Anwendung des Denkmalschutzdekrets vorläufig oder endgültig geschützt ist oder sich in einer archäologischen Stätte befindet. Es handelt sich um die Übertragung der bestehenden Bestimmung des Buches V.
- **Art. R.II.57.3-1** – Es wird bestimmt, dass der Minister über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags binnen einer Frist von zwanzig Tagen nach dessen Eingang entscheidet. Es handelt sich um die Übertragung der bestehenden Bestimmung des Buches V.
- **Art. R.II.57.3-2** – Es wird der Inhalt der im Dekret erwähnten Karte näher bestimmt, die dem Antrag für ein Areal für einen Sanierungsstandort oder ein Areal

für eine städtische Flurbereinigung beigelegt werden muss. Auch hier handelt es sich um Bestimmungen, die größtenteils aus dem Buch V übernommen wurden.

- **In Buch 2 Titel 2.1 Kapitel II** des selben Gesetzbuches wird gemäß der durch das Dekret vom 21.11.2022 durchgeführten Änderungen der „Abschnitt 2 – Verfahren“ eingeführt.

- **Art. R.II.57.7** – Es handelt sich um den ehemaligen Art. R.V.3-1, der übernommen wurde.

- **Art. R.II.57.9** – Es handelt sich um den ehemaligen Art. R.V.4-1, der übernommen wurde.

- **Artikel R.IV.1-1** (Nomenklatur/Tabelle)

Anpassungen:

- **A2:** Der Buchstabe A2 bezüglich photovoltaischer Dachbedeckungsmaterialien wird gestrichen. Die Kategorien des Buchstabens L“ Erneuerbare Energien - Module zur Erzeugung von Strom oder Wärme“ werden an photovoltaische Anlagen angepasst. Ihre Errichtung soll erleichtert werden.
- **B8:** Es wird eine sprachliche Anpassung vorgesehen, um das Verständnis des Textes zu klären. Die Bedingungen bezüglich der Verdoppelung der Grundfläche betrifft die Grundfläche des „Bestands“.
- **Titel D:** Der Titel D „Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen“ wird durch „Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen oder touristischer Beherbergungsstätten“ ersetzt. Der Buchstabe D.1 gleicht die Schaffung einer oder mehrerer touristischer Beherbergungsstätten der Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen an. Es wird bestimmt, dass sie begrenzte Auswirkungen hat/haben, sofern die Handlungen und Arbeiten nicht derart sind, dass die Hinzuziehung eines Architekten unbedingt erforderlich ist. Diese Anpassung ist erforderlich, da die Reform vom 21.11.2022 bestimmt hat, die Schaffung von touristischen Beherbergungsstätten unter Genehmigungspflicht zu stellen. Der Buchstabe D2 wird gestrichen. Er erübrigt sich durch die Änderungen des Buchstabens D1.
- **E1:** Der Buchstabe E1 wird der Genehmigungspflicht für touristische Beherbergungsstätten angepasst, die durch das Dekret vom 21.11.2022 eingeführt wurde.
- **E2:** Der Begriff „Einrichtung“ wird durch den Begriff „Anlage“ ersetzt. Es handelt sich um eine sprachliche Anpassung.

- **E3:** Der Begriff „Einrichtung“ wird durch den Begriff „Anlage“ ersetzt. Es handelt sich um eine sprachliche Anpassung.
- **E7:** Das Dekret vom 21.11.2022 hat die Genehmigungspflicht für Instandsetzungs- und Reparaturarbeiten an Beton- und Teerflächen eingeführt. Es wird bestimmt, dass Instandsetzungs- und Reparaturarbeiten, die eine Gesamtfläche pro Gut von maximal 20m² betreffen, von der Genehmigungspflicht befreit sind.
- **E8:** Die Instandsetzungs- und Reparaturarbeiten an Beton- und Teerflächen, die die Bedingungen in Punkt E7 nicht erfüllen, benötigen nicht die Hinzuziehung eines Architekten.
- **E9:** Der Abbruch oder die Entfernung von Beton- oder Teerflächen sind von der Genehmigungspflicht befreit, sofern die Abfälle aus dem Abbruch oder aus der Entfernung gemäß der geltenden Gesetzgebung entsorgt werden.
- **F4:** Es wird ein fehlendes Wort eingesetzt. Es wird hinzugefügt, dass die Befreiung von einer Genehmigung fordert, dass die Zufahrt zu den Parkplätzen eine maximale Breite von 6 Metern aufweisen darf, außer in einem Gewerbegebiet, wo die Zufahrt breiter sein kann. Diese Änderung ist angeregt von Gemeinden, um zu verhindern, dass die Zufahrten zu den Privatparkplätzen so breit gestaltet sind, dass sie das Errichten von öffentlichen Parkplätzen und Grünflächen entlang der Straße weitgehend verhindern. Es wird außerdem die maximale Fläche, die von einer Genehmigung befreit ist, auf 100,00 m² herabgesetzt, auch hier mit Ausnahme der Gewerbegebiete, in denen sie bei 300,00m² bleibt. Diese Abänderung soll verhindern, dass zu große Grünflächen ohne Genehmigungen einfach durch z.B. Schotterflächen ersetzt werden könnten.
- **F5:** Dieser Buchstabe betrifft andere Wege und Parkplätze als die, die in den Punkten F1 bis F4 erwähnt werden. Die Formulierung wird vereinfacht.
- **H2:** Der Begriff „Einrichtung“ wird durch den Begriff „Pool“ ersetzt. Es handelt sich um eine sprachliche Anpassung.
- **I:** Gemäß der Änderung des Art.R.II.36-5 werden die Linien des Titels I angepasst, um insgesamt nur noch von „Teichen“ und nicht von „Teichen und Tümpeln“ zu sprechen, da der Unterschied nicht weiter bestimmt ist. Die Änderungen betreffen den Titel und die Buchstaben **I1**, **I2** und **I3**.
- **I1:** In I1 wird auf die Anregung der DNF hin die Bedingung hinzugefügt,

dass mindestens ein Drittel des Uferbereichs ein sehr geringes Gefälle (< 30°) aufweist. Es geht darum zu gewährleisten, dass Tiere (Igel oder ähnliche) ggfls. aus dem Teich wieder rauskommen.

- **J1:** Der Begriff „Einrichtungen“ wird durch den Begriff „Anlagen“ ersetzt. Es handelt sich um eine sprachliche Anpassung.
- **J3.1 und J3.2:** Es wird der Begriff „pro Garten“ durch den Begriff „pro Gut“ ersetzt, da es für „Gut“ eine Definition gibt, für „Garten“ aber nicht.
- **J6:** Der Begriff „Einrichtungen“ wird durch den Begriff „Anlagen“ ersetzt. Es handelt sich um eine sprachliche Anpassung.
- **L1:** Der Buchstabe L1 bestimmt 4 Hypothesen und die jeweiligen Bedingungen, zu denen Module zur Erzeugung von Strom oder Wärme als Energiequelle, von einer Genehmigungspflicht befreit sind. Die Bedingungen sind gegenüber den heute geltenden vereinfacht. Bezüglich der Solarenergie betreffen sie den Standort der Module (an einer Fassade oder auf dem Dach eines legal bestehenden Gebäudes, oder auf einer legal bestehenden künstlichen Struktur). Der Ersatz eines oder mehrerer legal bestehender Module zur Erzeugung von Strom aus Solarenergie als Energiequelle wird insgesamt befreit, sofern er nicht zusätzlichen Platz beansprucht und den für die ursprüngliche Anlage festgelegten geltenden Umweltverträglichkeitsmaßnahmen entspricht. Bei Ersatz gilt diese Befreiung auch dann, wenn die bestehenden Module nicht die Bedingungen der Standorte erfüllen. Die dritte Hypothese betrifft die Einrichtung von Wärmepumpen, einschließlich geothermischer Wärmepumpen, mit einer elektrischen Kapazität von weniger als 50 MW und einer maximalen Tiefe von 500 m. Diese Anlagen sind von der Genehmigungspflicht befreit, sofern sie entweder in einem legal bestehenden geschlossenen Bauwerk errichtet werden oder mit einem Schallschutzgehäuse versehen sind und mindestens mit 2 m Abstand zur Grundstücksgrenze errichtet werden. Diese Bedingungen führen dazu, die Vereinbarkeit dieser Anlagen mit der Nachbarschaft zu sichern. Die letzte Hypothese betrifft kleinere Wärmepumpen, einschließlich geothermischer Wärmepumpen, mit einer elektrischen Kapazität von höchstens 12 KW, die von einer Genehmigungspflicht befreit sind, wenn sie einerseits in mindestens 2 m Abstand zur Grundstücksgrenze errichtet werden, und andererseits

seits entweder mit einem Schallschutzgehäuse versehen sind oder in 15 m zum nächsten Wohngebäude eingepflanzt werden. Damit bleibt die Möglichkeit der Befreiung für kleinere Grundstücke bestehen, aber unter der Berücksichtigung, die Schalleinwirkungen auf die Nachbarschaft zu begrenzen.

- **L1.1:** Es wird eine neue Kategorie Wärmepumpen bis zu 300 kW, die die in Punkt 1 genannten Bedingungen zur Befreiung von der Genehmigungspflicht nicht erfüllen, errichtet. Diese sind von begrenzter Auswirkung und benötigen nicht die Hinzuziehung eines Architekten. Das Verfahren zur Genehmigungserteilung soll damit vereinfacht und der europäischen Verordnung gemäß verkürzt werden, was der Förderung erneuerbarer Energien zugutekommt.

- **L2:** Der Verweis auf die „bestehenden Bauten, Anlagen oder Gebäude“ wird durch „legal bestehenden Bauten, Anlagen oder Gebäude“ ersetzt. Die Vereinfachung der Verfahren für Module gelten nicht, wenn die betroffenen Bauten, Anlagen oder Gebäude erst reguliert werden müssen. Damit sollen die Bürger angeregt werden, sich ggfls. die Frage der Rechtmäßigkeit des betroffenen Gebäudes zu stellen, auf das oder für das das Modul zur Erzeugung von Strom oder Wärme aus einer erneuerbaren Energiequelle angebracht werden soll.

- **N4:** Die Aufstellung oder der Bau von Tierunterkünften soll nur bis zu einer maximalen Gesamtfläche sämtlicher Tierunterkünfte auf dem Gut von höchstens 100 m² als mit begrenzten Auswirkung gelten. Es wird außerdem in dieser Zeile der Verweis auf Angabe „1“ gestrichen, der die Bienenhäuser betrifft.

- **N4.1:** Es wird eine neue Kategorie hinzugefügt, für das Aufstellen oder den Bau von Tierunterkünften, die die Bedingungen der Punkte 1, 2 oder 4 nicht erfüllen, um diese von der Hinzuziehung eines Architekten zu befreien.

- **O5:** Hagelnetze und Einrichtung von Foliengewächshäusern, die die in Punkt O4 erwähnten Bedingungen nicht erfüllen, sollen nur bis zu einer maximalen Gesamtfläche auf dem Gut von höchstens 100 m² als mit begrenzten Auswirkung gelten.

- **O5.1:** Es wird eine neue Kategorie hinzugefügt, für Hagelnetze und Einrichtung von Foliengewächshäusern, die die Bedingungen der Punkte 4 oder 5 nicht erfüllen, um diese von der Hinzuziehung eines Architekten zu befreien.

- **T2:** Es wird zur Klärung hinzugefügt, dass die bedeutende Änderung des Bodenreliefs im Sinne des Artikels R.IV.4-3 in einem Umkreis von 30,00 m von einem/einer *auf demselben Gut* legal bestehenden Bauwerk bzw. Anlage durchgeführt werden muss, um zu den Handlungen und Arbeiten mit begrenzten Auswirkungen ohne Hinzuziehen eines Architekten zu gehören.

- **U1:** Der Verweis auf das wallonische Tourismusgesetzbuch wird gestrichen. Es wird bestimmt, dass der Genehmigungsantrag für die Benutzung eines Grundstücks für die Aufstellung einer oder mehrerer mobiler Anlagen im Sinne des Artikels D.IV.4 Absatz 1 Ziffer 15 Buchstabe b, zum Zwecke der Einrichtung von Campings auf Bauernhöfen keinen Architekten benötigt.

- **U2:** Es wird der Verweis auf das Dekret vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus angepasst. Es werden Reklameanhänger in die exemplarische Liste aufgenommen.

- **V1:** Es wird der Verweis auf das wallonische Tourismusgesetzbuch gestrichen und an das Dekret vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus angepasst. Die vom Staatsrat vorgeschlagene Formulierung wird übernommen.

- **V2:** Diese Zeile, die einen Verweis auf das wallonische Tourismusgesetzbuch beinhaltet, wird gestrichen.

- **V3:** Die Formulierung wird verbessert, um Rechtsicherheit zu garantieren.

- **W5:** es wird eine sprachliche Anpassung infolge eines Übersetzungsfehlers vorgenommen.

- **X2:** Der Begriff „Einrichtungen“ wird durch den Begriff „Anlagen“ ersetzt.

- **X3:** Es wird bestimmt, dass die Aufstellung von maximal einem oberirdischen Tank pro Gut als mit begrenzten Auswirkungen gilt.

- **Y14:** Es werden Verweise auf andere Buchstaben korrigiert.

- **Art. R.IV.1-2 -1:** Es wird ein Übersetzungsfehler korrigiert.

- **Art. R.IV.1-4-1:** Die Grenze für die Genehmigungspflicht zur Einrichtung eines Angebots in Sachen Verkauf oder Austausch von Waren und Dienstleistungen auf einer über dreihundert Quadratmeter großen Fläche wird auf einhundert Quadratmeter runtergesetzt, um den Behörden bei Bedarf die Mittel für eine bessere lokale Begleitung dieser Funktion zu geben, die im Großen und Ganzen zentralisiert bleiben muss.

- **Art. R.IV.9.1:** Das Dekret 21.11.2022 hat für Genehmigungsverfahren

ren oder für Erteilungen einer Städtebaubescheinigung Nr. 2 eine neue Ausnahmemöglichkeit vom Sektorenplan eingeführt, bezüglich von Vorhaben, die die kohärente städtebauliche Nachverdichtung in Verdichtungsgunstbereichen zur Folge hat. Verdichtungsgunstbereiche sind keine Zonen oder Überdrucke des Sektorenplans, sondern Bereiche, in denen von Fall zu Fall, auf Basis der bestimmten Bedingungen und der Untersuchung der Antrags Elemente, eine Genehmigung oder eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 in Ausnahme zur Zweckbestimmung des Sektorenplans erteilt werden kann. Der neu eingeführte Artikel R.IV.9.1. soll die Kriterien festlegen, unter denen diese Ausnahme erteilt werden kann. Die Nummern 1 bis 7 betreffen die Kriterien bezüglich der Lage und der Eigenschaften des Projektes und gelten für alle Projekte, unabhängig davon, ob sie einer Erschließungsgenehmigung, einer Genehmigung für gruppierte Bauten, einer Städtebaugenehmigung oder einer Städtebaubescheinigung unterliegen. Sie sind kumulativ anzuwenden. Es gibt Positivkriterien, zum Beispiel bezüglich der bestehenden Versorgungsqualität und Anbindungen an öffentliche Verkehrsmittel. Es gibt daneben auch Ausschlusskriterien, ein solches Vorhaben darf sich nicht in einem Naturgebiet oder in einem Standort befinden, der auf Basis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur anerkannt ist und zum Beispiel auch nicht ein Grundstück betreffen, dass in den letzten fünf Jahren direkt von Überschwemmungen getroffen wurde. Schließlich gibt es Kriterien bezüglich der Eigenschaften des Projektes selbst, wie die Anpassung an die vorherrschende Baukultur, die Bedingungen, dass das Projekt nicht die weitere bauliche Erschließung des Gebiets verhindern oder in einem Parkgebiet die Parkfunktion nicht gänzlich aufheben darf. Die Kriterien in Nummer 8 bestimmen zusätzliche spezifische Bedingungen für Projekte, die einer Erschließungsgenehmigung oder einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten unterliegen. Hier handelt es sich um Bedingungen wie zum Beispiel die Integration eines Konzeptes, das die sanfte Mobilität berücksichtigt, ein besonderes Konzept für öffentliche Räume und Grünanlagen sowie die Verhinderung bandartiger Zersiedelungen der Landschaft.

- **Art. R.IV.22-3** - In diesem Artikel soll ein Übersetzungsfehler korrigiert werden.

- **Art. R.IV.26-1** – Der Paragraph zwei dieser Bestimmung wird angepasst. Es wird bestimmt, dass der Antrag auf Erschließungsgenehmigung oder Änderung oder

Aufhebung einer Erschließungsgenehmigung über das Formular in Anhang 10 eingereicht wird. Das Formular wird an die Begriffsänderung (Erschließungsgenehmigung anstelle von Verstädterungsgenehmigung) und bzgl. der Einfügung der Aufhebung einer Erschließungsgenehmigung angepasst. Der Paragraph drei bestimmt, dass der Antrag auf Teilungsgenehmigung über das Formular in Anhang 29 eingereicht wird. Dieses Formular wurde neu erstellt.

- **Art. R.IV.26-2** – Das Muster für den Beschluss des Ministers oder das Gemeindegremium, bzw. für den Beschlussvorschlag des Ministers zur Erteilung oder Ablehnung einer Genehmigung wurde dahingehend angepasst, dass die neuen Genehmigungen (wie zum Beispiel die Teilungsgenehmigung) hinzugefügt wurden, damit sie auf Basis desselben Musters erteilt werden. Zweck war, so wenig wie möglich neue Anhänge einzuführen und eher die bestehenden Muster an die Änderungen anzupassen. Sprachliche Anpassungen wurden ebenso vorgenommen. Dasselbe gilt für das Muster für die Entscheidung der Regierung im Rahmen eines Beschwerdeverfahrens (Anhang 13).

- **Art. R.IV.28-1** – Die Bestimmungen bezüglich des vereinfachten Inhalts für Anträge auf Erschließungsgenehmigung wird sprachlich angepasst und auf Anträge auf Änderung oder Aufhebung einer Erschließungsgenehmigung erweitert, die dieselben Bedingungen erfüllen.

- **Art. R.IV.28-2** - Das Formular bezüglich des vereinfachten Antrags wurde aufgehoben und der Inhalt in das Formular bezüglich des „normalen“ Antrags eingefügt. Zweck war die Verwaltungsvereinfachung und rationale Handhabung der Anhänge zum besseren Verständnis der Bürger.

- **R.IV.35-1** - Die Liste der Stellungnahmen, die im Rahmen der Untersuchung eines Antrags auf Städtebaugenehmigung oder -bescheinigung Nr. 2 zwangsläufig einzuholen sind, wird vom Inhalt her leicht angepasst, der Form halber aber gänzlich ersetzt, um die Nummerierung der Zeilen einzuführen.

- **Zeile 35:** Der Verweis auf ein touristisches Projekt im Rahmen des von der Wallonischen Region entwickelten regionalen Projekts zur touristischen Aufwertung der Waldgebiete wird gestrichen, sowie die Einholung der Stellungnahme des Generalkommissariats für Tourismus, da die Zuständigkeit für Tourismus bei der Deutschsprachigen Gemeinschaft liegt. Eingeholt werden

muss die Stellungnahme der für Tourismus zuständige Behörde der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

- **Zeile 36:** Auf Anregen des Feuerwehrdienstes hin wird eingefügt, dass die Gebäude und Räume für touristische Tätigkeiten die Stellungnahme des Feuerwehrdienstes benötigen, wenn sie eine Anzahl von 11 Personen oder mehr beherbergen.

- **Eine neue Zeile 43 wird hinzugefügt:** Es wird vorgesehen, dass bei Vorhaben, die Handelsniederlassungen mit einer Nettohandelsfläche von mehr als 1.000 m², betreffen, die Stellungnahme der für Handelsniederlassungen zuständige Behörde der wallonischen Region eingeholt wird.

- **Art. R.IV.54-4** – Im Rahmen der dekretalen Anpassungen wurde eine Grundlage zu den sozialen Auflagen im dekretalen Teil des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (GRE) integriert. Der Artikel bestimmt die Modalitäten dieser sozialen Auflagen bezüglich von Projekten, die die Schaffung durch Neubau, Umbau oder Renovierung von Wohnfläche vorsehen.

Paragraf eins bestimmt die Modalitäten der in Artikel D.IV.54, §2, Absatz 1 Nr. 2 genannten Auflage der kostenlosen Abtretung von einer oder mehreren Wohneinheiten an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes. Es wird bestimmt, dass die Abtretung durch einen Schenkungsvertrag durchgeführt wird. Es wird außerdem bestimmt, dass für Projekte, die die Schaffung durch Neubau, Umbau oder Renovierung von mindestens 600m² Bruttowohnfläche vorsehen, eine kostenlose Abtretung von 10% der Gesamtbruttowohnfläche des Projekts dem Prinzip der Verhältnismäßigkeit entspricht. Um zu verhindern, dass diese 10% Teile von Wohnungen betreffen können, wird festgehalten, dass diese zu berechnende Wohnfläche als eine oder mehrere Wohneinheiten in das Gesamtprojekt integriert wird und ihre Ausstattung der Ausstattung der restlichen Wohneinheiten entspricht, sofern keine besondere Ausstattung mit der Wohnungsbaugesellschaft vereinbart wird.

Der Paragraf zwei betrifft die Modalitäten der Bereitstellung einer oder mehrerer Wohneinheiten an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes für einen Zeitraum von neun Jahren. Auch hier wird festgehalten, dass für Projekte, die die Schaffung durch Neubau, Umbau oder Renovierung von mindestens 600m² Bruttowohnfläche vorsehen, eine Bereitstellung durch schriftliche Vereinbarung von 20% der Gesamtbruttowohnfläche des Projekts dem Prinzip der Verhältnismäßigkeit entspricht. Um zu verhindern, dass diese 20% Teile von Wohnungen betreffen können, wird festgehalten, dass diese Wohnfläche als eine oder mehrere Wohneinheiten in das Gesamtprojekt integriert

wird und ihre Ausstattung der Ausstattung der restlichen Wohneinheiten entspricht, sofern keine besondere Ausstattung mit der Wohnungsbaugesellschaft vereinbart wird. Bei der Bereitstellung der Wohneinheiten wird außerdem festgehalten, dass die Wohnungsbaugesellschaft für die Verwaltung der Wohnung und gegebenenfalls für Ihre Instandsetzung am Ende der Vereinbarung zuständig ist. Auch die Suche nach einem Mieter, die Erstellung von Mietverträgen und Bestandsaufnahmen, die Überwachung der Pflichten des Mieters, die Garantie der Mietzahlung, die Überwachung der Instandhaltung der Immobilie durch den Mieter und die Instandsetzung im Falle einer Verschlechterung gehen zu Lasten der Wohnungsbaugesellschaft. Die Verhältnismäßigkeit der 20% ist damit gerechtfertigt, dass es keine Eigentumsübertragung gibt und die Bereitstellung auf neun Jahre begrenzt ist. Nach Ablauf der Frist zur Bereitstellung kann der Eigentümer die Wohneinheiten wieder frei bewirtschaften.

Der Paragraf drei betrifft die in Artikel D.IV.54, §2, Absatz 1 Nr. 2 oder Nr. 3 genannte Auflage des Verkaufs zu einem bestimmten Preis von einer oder mehreren Wohneinheiten an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, der die betreffende Gemeinde angeschlossen ist, oder an privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll. Die Auflage wird über einen Kaufvertrag, eine Kaufoption, z.B. an die Gemeinde, oder ein anderes vertragliches Instrument durchgeführt. Der Preis soll mit Hilfe des Immobilienerwerbskomitees und unter Berücksichtigung des Verhältnismäßigkeitsprinzips bestimmt werden. Die Wahl der Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll, obliegt den Gemeinden, auf Basis von objektiv auserwählten Kriterien.

Der Paragraf vier bestimmt schließlich, wie die Flächen zu berechnen sind.

Zweck war, objektive und für die Entwickler vorsehbare Verteilungsschlüssel für die verschiedenen Möglichkeiten bereitzustellen, die von den Behörden angewandt werden können. Die Wahl der Auflagen ist durch die Behörden von Fall zu Fall zu treffen.

- **Art. R.IV.54-5** – Dieser Artikel bestimmt die Modalitäten der möglichen Auflagen im Rahmen von Erschließungs- oder Teilungsgenehmigungen.

Paragraf eins betrifft die in Artikel D.IV.54, §3, Absatz 1 Nr. 1 genannte Auflage der kostenlosen Abtretung von einem oder mehreren Losen an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes. Es wird bestimmt, dass für Erschließungen oder Teilungen, die die Schaffung von mindestens 10 zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Losen vorsehen, die kostenlose Abtretung, ab dem 10. Los, von einem pro 5 Lose,

dem Prinzip der Verhältnismäßigkeit entspricht. Es werden Tabellen eingeführt, die diese Berechnung illustrieren:

• Anzahl der durch das Projekt geschaffenen zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Lose	• Anzahl der kostenlos abzutretenden Lose
• Zwischen 1 und 9 Losen	• /
• Zwischen 10 und 14 Losen	• 1 Los
• Zwischen 15 und 19 Losen	• 2 Lose
• Zwischen 20 und 24 Losen	• 3 Lose
• Zwischen 25 und 29 Losen	• 4 Lose
• Usw.	• Usw.

Der Paragraph zwei betrifft die Auflage des Verkaufs zu einem bestimmten Preis von einem oder mehrerer zu Wohnzwecken genutzter oder nutzbarer Lose an die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes. Wie auch bei den Städtebaugenehmigungen wird festgelegt, dass dieser Verkauf über einen Kaufvertrag, eine Kaufoption oder ein anderes vertragliches Instrument durchgeführt wird. Auch wird festgehalten, dass für Erschließungen oder Teilungen, die die Schaffung von mindestens 5 zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Losen vorsehen, der Verkauf, ab dem 5. Los, von einem Los pro 5 geschaffener Lose dem Prinzip der Verhältnismäßigkeit entspricht.

Eine weitere Tabelle illustriert die Berechnung für die Anwendung dieses Artikels.

• Anzahl der durch das Projekt geschaffenen zu Wohnzwecken genutzten oder nutzbaren Lose	• Anzahl der zum Selbstkostenpreis zu verkaufenden Lose
• Zwischen 1 und 4 Losen	• /
• Zwischen 5 und 9 Losen	• 1 Los
• Zwischen 10 und 14 Losen	• 2 Lose
• Zwischen 15 und 19 Losen	• 3 Lose
• Zwischen 20 und 24 Losen	• 4 Lose
• Usw.	• Usw.

Bezüglich des Preises entspricht dieser dem Selbstkostenpreis der Lose, also der Erstattung der Kosten, die der Antragsteller aufbringt, um

die Lose zu teilen und/oder zu erschließen. Auch hier obliegt die Bestimmung der Personen, für die der Zugang zu Eigentum gefördert werden soll, den Gemeinden, auf Basis von objektiv auserwählten Kriterien.

- **Art. R.IV.60-1** - Es wird ein Mindestbetrag für die Garantie für die Einreichung der Unterlagen gemäß Artikel D.IV.73 festgesetzt: 100 € für einen Genehmigungsantrag ohne Hinzuziehung eines Architekten und 750 € für einen Genehmigungsantrag mit Hinzuziehung eines Architekten.

- **Art. R.IV.72.1** – Die Abschnitte 4. und 4.1. von Buch IV Titel II Kapitel X des Gesetzbuches wurden zum besseren Verständnis und der logischeren Reihenfolge wegen des am 14.12.2023 verabschiedeten Programmdekrets umgeordnet. Ein neuer Abschnitt 3.1., der den Inhalt des jetzigen Abschnitts 4.1. übernimmt, soll den vereinfachten Antrag auf Änderung der erteilten Genehmigung vor oder während der Durchführung der Handlungen und Arbeiten betreffen. Der vereinfachte Antrag wird, je nach Antragsform, über das Formular in Anhang 4, 5 oder 10 eingereicht, um kein neues Formular hinzuzufügen.

- **Art. R.IV.73.1** - Der „Abschnitt 4 – Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten“ umfasst die Artikel R.IV.73.1 und R.IV.73.1-1. Artikel R.IV.73.1. bestimmt den Inhalt und das Muster der einzureichenden Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten gemäß Artikel D.IV.73. Unterschiede zwischen den genehmigten Plänen und den Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten werden in Rot dargestellt. Der Begriff der Konformitätspläne erweist sich nach den ersten Erfahrungen als irreführend, da die Arbeiten nicht immer konform sind. Es wird eine Erwartungshaltung erzeugt, der nicht nachgekommen werden kann. Das oben genannte Programmdekret spricht allgemein von „Unterlagen nach Durchführung der Handlungen oder Arbeiten“. Die Artikel D.IV.73.1 und R.IV.73.1.-1 werden dementsprechend angepasst.

- **Art. R.IV.73.1-1** – Zur Vereinheitlichung und zur Vereinfachung wurde eine Vorlage für die Erklärung zu den Unterlagen nach Durchführung der Handlungen und Arbeiten erstellt. Dieser Artikel bestimmt, dass sie über das Muster in Anhang 33 erstellt wird.

- **Art. R.IV.73.1-2** – Dieser Artikel wird in der Folge der Änderungen der Artikel R.IV.73.1 und R.IV.73.1-1 aufgehoben.

- **Art R.IV.109.5** – Der Antrag im Rahmen des Dringlichkeitsverfahrens wird, je nach Antragsform, über das Formular des „normalen Antrags“ in Anhang 4 oder 5 eingereicht. Auch hier ging es darum, so wenig wie möglich neue Anhänge einzuführen und eher die bestehenden Formulare anzupassen.
 - **Art R.IV.109.7** – Auch der Bescheid über die formelle Vollständigkeit im Rahmen des Dringlichkeitsverfahrens soll anhand des bestehenden Musters in Anhang 19 erstellt werden.
 - **Art R.IV.109.11** – Für den Beschluss des Ministers zur Erteilung oder Ablehnung der Städtebaugenehmigung oder der Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten im Rahmen eines Dringlichkeitsverfahrens wird wieder auf das bestehende Muster in Anhang 12 verwiesen.
 - **Art. R.VII.1bis:** Der Titel des Kapitels Ibis muss gemäß dem Dekret vom 21.11.22 zur Abänderung des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung und des Dekretes vom 18. März 2002 zur Infrastruktur eingefügt werden.
 - **Art. R.VII.1ter-1 und Art. R.VII.1ter-2:** es wird ein neues Kapitel Iter in das Buch VII eingeführt, das die Artikel R.VII.1ter-1 und R.VII.1ter-2 umfasst. Das Kapitel betrifft die Erklärungen über die Übereinstimmung von Handlungen oder Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht. Wie oben schon erwähnt, kann der Begriff Konformitätserklärung zu Missverständnissen führen, da die Handlungen und Arbeiten nicht immer konform sind. Daher wird auch hier gemäß dem am 14.12.2023 verabschiedeten Programmdekret allgemein von Erklärung über die Übereinstimmung von Handlungen oder Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht gesprochen. Dieses Verfahren wird außerdem aus Gründen des besseren Verständnisses in das Buch VII überführt und um die Amnestiebedingungen erweitert. Es wird bestimmt, dass der Antrag auf eine Erklärung über die Übereinstimmung mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht über das Formular in Anhang 30 eingereicht wird, die Erklärung selbst wird unter Verwendung des Musters in Anhang 31 erstellt.
 - **Art. R.VII.4** – Dieser Artikel bestimmt das Muster der vorherigen Mahnung die im Sinne von Artikel D.VII.4 erstellt wird. Ein Anhang wurde dafür erstellt (Anhang 32).
 - **Art. R.VII.18** – Für den Beschluss der Regierung über den Antrag auf Regularisierungsprüfung wird auf das bestehende Beschlussmuster in Anhang 12 verwiesen.
 - **Art. R.VII.19-1** – Die Beträge, zu denen die in Artikel D.VII.19 erwähnte Vergleichsstrafe berechnet wird, wurden überarbeitet, aktualisiert und angepasst. Dies ist im Kontext der Anpassung des Dekrets vom 21.11.2022 notwendig, da es zu einer Reformierung des Vorgehens bei Verstößen und Strafmaßnahmen gekommen ist. Die Standardsätze der Vergleichssummen wurden ebenso an heutige Maßstäbe angepasst.
 - **Anhänge:** Die Anhänge wurden
 - den sprachlichen Änderungen angepasst,
 - teilweise zusammengeführt,
 - so weit wie möglich vereinfacht und reduziert.
 Verschiedene Anhänge wurden hinzugefügt, da wo es neue Verfahrensschritte oder Anträge gibt (z.B. für die Erklärung über die Übereinstimmung mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht,...). Es wurde so weit wie möglich auf die bestehenden Anhänge zurückgegriffen, um ihre Anzahl nicht unnötig zu erhöhen. Die Nummerierung ist nicht fortlaufend, sondern der heute bestehenden angepasst, um die Bürger nicht zu verwirren.
- Die neue Liste der Anhänge ist daher folgende:
- Anhang 1** - [...]
 - Anhang 2** - *Bewerbungsaufwurf für die Einrichtung oder die Erneuerung des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung und Mobilität*
 - Anhang 3** - *Legende für die graphische Darstellung der Planentwürfe und der Sektorenpläne im Maßstab 1:10.000*
 - Anhang 4** - *Antrag auf Städtebaugenehmigung unter Mitwirkung eines Architekten*
 - Anhang 5** - *Antrag auf Städtebaugenehmigung ohne Mitwirkung eines Architekten*
 - Anhang 6** - *Genehmigungsantrag für: Aufforstung, Abholzung, Fällen von hochstämmigen Einzelbäumen, von Hecken oder Allees, Anbau von Weihnachtsbäumen, Fällen, das dem Wurzelwerk schadet, Änderung des Aussehens von einem oder mehreren bemerkenswerten Bäumen, Sträuchern oder Hecken, Rodung oder Änderung der Vegetation in einem Gebiet, dessen Schutz die Regierung als erforderlich betrachtet*
 - Anhang 7** - [...]
 - Anhang 8** - [...]
 - Anhang 9** - [...]
 - Anhang 10** - *Antrag auf Erschließungsgenehmigung oder auf Änderung oder Aufhebung einer Erschließungsgenehmigung*
 - Anhang 12** - *Gewährung / Verweigerung der Städtebaugenehmigung / Erschließungsgenehmigung*

gung / Teilungsgenehmigung / Städtebaubescheinigung Nr. 2 durch das Gemeindegremium / die Regierung

Beschlussvorschlag der Regierung zur Gewährung / Verweigerung der Städtebaugenehmigung / Erschließungsgenehmigung / Teilungsgenehmigung / Städtebaubescheinigung Nr. 2

Anhang 13 - Gewährung / Verweigerung der Städtebaugenehmigung / Erschließungsgenehmigung / Teilungsgenehmigung / Städtebaubescheinigung Nr. 2 durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen einer Beschwerde / Beschlussvorschlag der Beschwerdekommission zur Gewährung / Verweigerung der Städtebaugenehmigung / Erschließungsgenehmigung / Teilungsgenehmigung / Städtebaubescheinigung Nr. 2

Anhang 14 - Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 1

Anhang 15 - Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2

Anhang 16 - Städtebaubescheinigung Nr. 1

Anhang 17 - [...]

Anhang 18 - Bescheid über die formelle Vollständigkeit durch das Gemeindegremium

Anhang 19 - Bescheid über die formelle Vollständigkeit durch die Regierung

Anhang 20 - Einreichung einer Beschwerde durch den Antragsteller oder das Gemeindegremium

Anhang 21 - Erklärung der Absicht zur Veräußerung eines dinglichen Rechts, das dem Vorkaufrecht unterliegt

Anhang 22 - Bescheinigung über das Vorhandensein einer vor dem Empfang einer authentischen Urkunde gemachten Erklärung über die Veräußerungsabsicht

Anhang 23 - Protokoll zur Feststellung eines Verstoßes in Sachen Städtebau

Anhang 24 - Bestätigung eines mündlichen Befehls

Anhang 25 - Städtebau. Bekanntmachung - Projektankündigung

Anhang 26 - Städtebau. Bekanntmachung einer öffentlichen Untersuchung

Anhang 27 - Raumordnung. Bekanntmachung einer öffentlichen Untersuchung

Anhang 28 - Formular für die ehrenwörtliche Erklärung der Höhe der zu tätigenen Investition

Anhang 29 - Antrag auf Teilungsgenehmigung

Anhang 30 - Antrag auf Überprüfung der Übereinstimmung mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht

Anhang 31 - Erklärung über die Übereinstimmung von Handlungen oder Arbeiten mit dem Raumordnungs- und Städtebaurecht

Anhang 32 - Vorherige Mahnung

Anhang 33 - Erklärung zu den Unterlagen nach Durchführung der Handlungen und Arbeiten

Anhang 34 - Formular Einreichung Durchführungsunterlagen

Schließlich wird für die Beitreibung der administrativen Geldbußen der Erlass vom 6. Februar 2020

zur Bestellung des mit der Beitreibung von administrativen Geldbußen beauftragten Bediensteten des Ministeriums der deutschsprachigen Gemeinschaft entsprechend angepasst.

Auf die Bemerkungen des Gutachtens des Staatsrats Nr. 75.498/4 vom 20. März 2024 wird wie folgt reagiert:

- in Artikel 26 (betreffend Artikel R.II.57.3-2), wurde der Verweis auf die Unternehmensnummer aufgenommen;
- in Artikel 31 (betreffend Artikel R.IV.1-1) wurden die Verweise angepasst, inbegriffen die Verweise auf die im Bereich Tourismus anzuwendende Gesetzgebung;
- der Artikel 36 (betreffend Artikel R.IV.9.1-1) wurde der Klarheit halber umstrukturiert;
- in Artikel 43 (betreffend Artikel R.IV.35-1) wurden die Zeilen der Tabelle der einzuholenden Stellungnahmen nummeriert und ein Verweis angepasst;
- in Artikel 55 (betreffend Artikel R.IV.73-1) wurde der Verweis angepasst;
- Artikel 68 (betreffend Artikel R.IV.109.11-1) wurde gestrichen, da es laut Staatsrat keine ausdrückliche Ermächtigung für diese Bestimmung gibt;
- die technische Anpassung in Artikel 88 wurde ebenfalls aufgenommen;
- in Artikel 97 wurde eine Bestimmung aufgenommen, der zufolge die Anlage 8 des entworfenen Erlasses in das Gesetzbuch als Anlage 34 eingefügt wird

Der vorliegende Erlass soll am 1. Mai 2024 in Kraft treten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.



Mitteilung vom 30.04.2024

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 30 avril 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 1.110 milliard.

ISIN Code : BE0312797690 - 07/11/2024
 Montant accepté (EUR milliards) : 1.110
 Rend. moyen pondéré: 3.632%
 Bid-to-cover ratio : 1.99

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Comment mieux prévoir les dépenses futures en médicaments dans notre pays ?

À l'heure actuelle, les prévisions quant aux dépenses futures en médicaments sont formulées principalement sur la base des dépenses et tendances du passé. Cette approche n'est toutefois pas suffisante pour évaluer l'impact de médicaments émergents très coûteux, comme les thérapies cellulaires et géniques. Pour les identifier et préparer le système à leur arrivée sur le marché, le pipeline pharmaceutique doit faire l'objet d'un suivi systématique, connu sous le nom d'horizon scanning. L'INAMI a chargé le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) de formuler des recommandations pour mieux prédire les dépenses futures en médicaments, en mettant notamment l'accent sur l'horizon scanning.

Mitteilung vom 26.04.2024

Conseil des ministres du 26 avril 2024

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 26 avril 2024 sous la présidence du Premier ministre Alexander De Croo.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour le CCB

Sur proposition du Premier ministre Alexander De Croo, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour le Centre pour la Cybersécurité Belgique (CCB).

Nomination des membres du Comité scientifique pour les comptes nationaux

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination des membres du Comité scientifique pour les comptes nationaux, institué auprès de l'Institut des comptes nationaux.

Nomination d'assesseurs et d'un assesseur vice-président pour l'Autorité belge de la concurrence

Sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal désignant les assesseurs de l'Autorité belge de la concurrence.

Marché public pour le SPF BOSA

Sur proposition de la ministre de la Fonction publique Petra De Sutter, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour le service public fédéral Stratégie et Appui (SPF BOSA).

Nouveau cadre réglementaire concernant la protection des informations classifiées

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant un nouveau cadre général pour les règles relatives à la protection des informations classifiées.

Détermination du nombre de fonctions de management et d'encadrement auprès de l'Institut géographique national

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal déterminant le nombre de fonctions de management et d'encadrement et désignant l'administrateur-général, auprès de l'Institut géographique national (IGN).

Compensations pour la construction du complexe pénitentiaire à Haren et vente du « Théâtre américain »

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la construction d'un nouveau parc en compensation de la construction du complexe pénitentiaire à Haren, ainsi que sur la vente du site « Théâtre américain ».

Marchés publics en matière d'asile et de migration

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel et de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de deux marchés publics de type « Design-Build-Maintenance ».

Restauration du Palais des Princes-Évêques de Liège

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de deux marchés publics pour la restauration des façades de l'ancien Palais des Princes-Évêques de Liège.

Prolongation du bail d'un complexe à Namur

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un projet d'avenant prévoyant la prolongation partielle du bail d'un complexe sis rue des Bourgeois 7, à Namur.

Octroi d'une emphytéose pour trois sites dans le Parc de Tervuren

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'octroi d'une emphytéose à l'administration communale de Tervuren.

Réduction du délai de paiement des factures entrantes des autorités

Sur proposition de la secrétaire d'État au Budget Alexia Bertrand, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le paiement le plus rapide possible de l'ensemble des factures de l'administration générale, qu'importe le délai de paiement maximal.

Implémentation des spending reviews au sein de l'administration fédérale

Sur proposition de la secrétaire d'État au Budget Alexia Bertrand, le Conseil des ministres a pris connaissance de la situation concernant l'implémentation des spending reviews au sein de l'administration fédérale et a marqué son accord sur l'amélioration de celle-ci.

Suppression du paiement des allocations ONEM par chèque circulaire

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal supprimant la possibilité du paiement des allocations d'interruption et de congé pour soins d'accueil par chèque circulaire.

Fractionnement du congé parental pour le personnel de la VRT

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a donné son accord préalable sur l'introduction de la possibilité de fractionner le congé parental à temps plein en semaines et non plus en mois pour les membres du personnel de la VRT, la chaîne flamande de radio et de télévision.

Inscription des associés actifs et des aidants dans la Banque-Carrefour des Entreprises

Sur proposition du ministre de l'Economie Pierre-Yves Dermagne, le Conseil des ministres a approuvé trois projets d'arrêté royal dans le cadre de l'inscription des associés actifs et des aidants dans la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE).

Procédure accélérée devant le Conseil d'État pour l'Ordre des géomètres-experts

Sur proposition du ministre des Classes moyennes David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès

du Conseil d'État contre un refus de candidature ou les résultats des élections du Conseil national, des Chambres exécutives et des Chambres d'appel de l'Ordre des géomètres-experts.

Transparence en matière de primes pour accidents du travail

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à la transparence en matière de primes pour accidents du travail.

Trajets Retour au travail : création de la plateforme TRIO

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandebroucke, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi établissant et organisant la plateforme TRIO.

Cofinancement de projets 5G innovants

Sur proposition de la ministre des Télécommunications Petra De Sutter, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'un troisième appel à projets dans le but de cofinancer des projets pilotes 5G offrant des solutions innovantes.

Places vacantes de magistrat en formation pour l'année judiciaire 2024-2025

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le nombre des places vacantes de magistrat en formation pour l'année judiciaire 2024-2025.

Simplification de la composition du Conseil consultatif des bourgmestres

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif au Conseil consultatif des bourgmestres.

Accord de coopération concernant le sans-abrisme et l'absence de chez-soi

Sur proposition de la ministre en charge de la Lutte contre la pauvreté Karine Lalieux, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'accord de coopération avec les régions et les communautés concernant le sans-abrisme et l'absence de chez-soi.

Désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène

Sur proposition de la ministre de l'Energie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté ministériel portant la désignation du gestionnaire du réseau de transport d'hydrogène.

Remboursement des coûts liés à l'évacuation de Gaza des Belges et réfugiés reconnus

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'inscription d'un montant à charge de la provision interdépartementale fédérale pour financer les coûts de l'évacuation de Gaza des Belges et réfugiés reconnus.

Statut d'observateur de la Belgique au sein du programme NGWS/FCAS

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a pris connaissance du calendrier du programme et des résultats de la concertation avec l'Allemagne, la France et l'Espagne sur l'adhésion de la Belgique au programme Next Generation Weapon System/Future Combat Air System (NGWS/FCAS) en tant que pays observateur.

Remplacement d'un membre du conseil d'administration de BIO SA

Sur proposition de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO SA).

Affectation d'un montant de la provision interdépartementale « Ukraine » à BIO SA

Sur proposition de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant approbation de la modification du troisième contrat de gestion entre l'Etat belge et la Société belge d'investissement pour les pays en développement (BIO SA).

Programme Junior Enabel 2023 - 2027

Sur proposition de la ministre de la Coopération au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant les conditions et les modalités pour souscrire un contrat de travail dans le cadre du Programme Junior de la Coopération belge au développement.

Engagement de la Belgique dans l'EDIC EUROPEUM

Sur proposition du secrétaire d'Etat à la Digitalisation Mathieu Michel, le Conseil des ministres a approuvé l'engagement de la Belgique dans l'European Digital Infrastructure Consortium (EDIC) EUROPEUM, en vue de renforcer la souveraineté numérique de l'Union européenne.

Programme national de réforme 2024

Sur proposition du Premier ministre Alexander De Croo, le Conseil des ministres a approuvé le Programme national de réforme 2024.

Programme de stabilité 2024-2027

Le Conseil des ministres a pris acte du programme de stabilité 2024-2027.

Modification des statuts d'A.S.T.R.I.D.

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant les statuts d'A.S.T.R.I.D, l'opérateur de télécommunications spécialisé des services d'urgence et de sécurité.

Budget global 2024 pour les frais de fonctionnement des hôpitaux

Sur proposition du ministre de la Santé Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant, pour l'exercice 2024, le budget global pour le financement des frais de fonctionnement des hôpitaux.

Précision du champ d'application des flexi-jobs : secteur des pompes funèbres et batellerie

Sur proposition du ministre du Travail Pierre-Yves Dermagne et du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal précisant le champ d'application des flexi-jobs en ce qui concerne le secteur des pompes funèbres et la batellerie.

Adaptation des critères de remboursement des tests covid

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant adaptation des critères de remboursement des tests covid.

Mitteilung vom 25.04.2024

Un employé de l'agence belge de développement Enabel à Gaza tué lors d'un bombardement

C'est avec une profonde tristesse et horreur que nous apprenons la mort de notre collègue Abdallah Nabhan (33 ans) et de son fils Jamal de sept ans, hier soir, suite à un bombardement de l'armée israélienne dans la partie est de la ville de Rafah. La femme d'Abdallah est dans un état critique à l'hôpital, luttant pour sa vie. Les deux autres enfants du couple (âgés de 5 ans et 7 mois) ont été légèrement blessés. Le père d'Abdallah, âgé de 65 ans, son frère de 35 ans et sa nièce de six ans ont également perdu la vie.

La politique chimique de demain : Perspectives et défis

La conférence "Tomorrow's Chemicals Policy: Perspectives and Challenges" a eu lieu les 23 et 24 avril 2024 dans le cadre de la Présidence belge. Le SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement a organisé cet événement de deux jours afin d'évaluer les progrès réalisés jusqu'à présent et d'anticiper les défis qui restent à relever dans le domaine de la gestion des risques liés aux produits chimiques.

Souffler dans le ballon : le délai de 15min, c'est fini !

A travers le premier "Plan Fédéral de Sécurité Routière", la Belgique s'est engagée à atteindre l'objectif de zéro décès et blessé grave sur la route d'ici 2050. Pour ce faire, elle a activé plusieurs leviers, en portant une attention particulière aux actions qui ciblent les principaux dangers de la route : distraction au volant, vitesse excessive,... Parmi ceux-ci, la conduite sous influence demeure toujours à l'origine de nombreux drames dans notre pays.

Enquête de grande ampleur de Sciensano auprès des consommateurs : le Nutri-Score contribue à des choix alimentaires plus sains

Une nouvelle étude menée par Sciensano à la demande du SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement révèle l'impact du Nutri-Score sur la perception de la qualité nutritionnelle des aliments et les décisions d'achat des consommateurs belges

Mitteilung vom 24.04.2024

Le Médiateur fédéral appelle à renforcer la confiance des citoyens

- Avoir droit à une prime énergie mais devoir attendre longtemps pour l'obtenir ;
- Avoir besoin d'un document pour recevoir une indemnisation après un incendie mais ne pas le recevoir en raison d'un bug informatique de l'administration ;
- Cocher la mauvaise case sur un formulaire et se voir refuser un visa ;
- Perdre plusieurs mois d'allocations de chômage à cause d'un retard de l'administration ;

Voici quelques-uns des plus de 10.000 problèmes pour lesquels les citoyens ont contacté le Médiateur fédéral en 2023. Aujourd'hui (24 avril 2024) le Médiateur fédéral présente son rapport annuel à la Chambre des représentants. Il souligne les nombreux problèmes qui affectent la confiance des citoyens dans les autorités et appelle à la renforcer. « Les citoyens ne doivent pas faire les frais des nouveaux défis et des problèmes auxquels sont confrontés les services publics », souligne le Médiateur fédéral, Jérôme Aass.

Régularisation médicale : Myria et l'Institut fédéral des droits humains exigent un recours effectif pour les personnes étrangères gravement malades

Myria et l'Institut fédéral des droits humains (IFDH) demandent au gouvernement fédéral un véritable recours effectif pour les personnes étrangères gravement malades qui contestent un refus (au fond) de séjour pour raisons médicales. À défaut, la Belgique s'expose à de nouveaux recours au niveau européen qui pourraient aboutir à des condamnations internationales dans le futur.

Belgische Nationalbank

Belgische Wirtschaft wächst im ersten Quartal 2024

Das Bruttoinlandsprodukt (BIP) stieg im Vergleich zum Vorquartal um 0,3 %. Im Vergleich zum entsprechenden Quartal des Vorjahres betrug das Wachstum 1,3 %. Die Wertschöpfung stieg in der Industrie, die Dienstleistungen verzeichneten weiterhin ein positives Wachstum, nur das Baugewerbe wies einen Rückgang auf.

... [weiter lesen](#)

> [Infografik](#)

Die Zahl der Langzeiterkrankten steigt

Die Reformen gehen in die richtige Richtung, haben aber noch nicht zu einem Anstieg der Austritte geführt. Der Pflegeverlauf und die Programmen zur beruflichen Wiedereingliederung sollten aufeinander abgestimmt werden. Eine rasche Überweisung an die geeigneten Stellen und eine schnellere Wiedereingliederung unter Berücksichtigung des Gesundheitszustands des Arbeitnehmers sind von entscheidender Bedeutung. ... [weiter lesen](#)

Aktualisierung des Climate Dashboard

Die makroökonomischen Kosten des Übergangs zur Klimaneutralität sind überschaubar. Das geht aus dem Climate Dashboard hervor, dessen Aktualisierung gerade veröffentlicht wurde. ... [weiter lesen](#)

Starkes Wachstum bei Investmentfonds

Im Jahr 2023 stieg der Wert der von belgischen Investmentfonds ausgegebenen Anteile auf 228,7 Milliarden Euro (+26,6 Milliarden Euro). Die belgischen Haushalte investierten weiterhin und hielten Fondsanteile im Gesamtwert von 125,4 Milliarden Euro (+9,1 Milliarden Euro).

... [weiter lesen](#)

> [Infografik](#)

Unternehmervertrauen sinkt im April

Das Unternehmervetrauen geht im April nach zwei Monaten zurück. Dies ist vor allem auf den Vertrauensverlust im verarbeitenden Gewerbe zurückzuführen. ... [weiter lesen](#) > [Infografik](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 26 april 2024

- Wijziging besluit lage-emissiezones (LEZ): regeling old-timers

Ministerraad van 26 april 2024

- Vlaams comité voor de mededeling van persoonsgegevens: vervanging plaatsvervangend lid 'deskundige datatechnologieën'
- Uitvoeringsbesluit decreet bovenlokale cultuurwerking
- Uitvoeringsbesluit Amateurkunstendecreet
- Subsidie Central Emergency Response Fund (CERF) Verenigde Naties
- Raad van bestuur vzw Vlaams Audiovisueel Fonds (VAF): benoeming leden
- Huisartsenkringen: wijzigingsbesluit verwerking persoonsgegevens
- Organisatie eerstelijnszorg voor persoon met een zorg- en ondersteuningsnood
- Uitvoering VIA-5 en VIA-6: financiering functieclassificatie rechtenjaren 2024-2025 bepaalde gezondheidsinrichtingen
- Erkenning en subsidiëring zorgraden: wijzigingsbesluiten
- Wijziging subsidie- en erkenningsbesluit opdrachthouders Consulantenwerking: aanpassing subsidiebedrag, terugvordering subsidies en controle door Zorginspectie
- Subsidiëring variabele prestaties in de VAPH-voorzieningen: wijzigingsbesluit
- Brandveiligheidsnormen woonzorgvoorzieningen en procedure uitreiking nalevingsattest
- Personeelsstatuten Openbaar Psychiatrisch Zorgcentrum (OPZ) Geel en OPZ Rekem
- Hersamenstelling Strategische Adviesraad voor Landbouw en Visserij (SALV)
- Fusie Departement Economie, Wetenschap en Innovatie (EWI) en Departement Werk en Sociale Economie (WSE)
- Indiening voordrachtsakten kandidaten lokale en provinciale verkiezingen: wijzigingsbesluit
- Vaststelling aantal mandatarissen lokale verkiezingen
- Bevordering en ondersteuning gelijkekansen- en diversiteitsbeleid in de Vlaamse administratie: wijzigingsbesluit
- Artesis Plantijn Hogeschool Antwerpen: erkenning opleiding 'graduaat digitale vormgeving'
- Wijzigingsbesluit bekwaamheidsbewijzen secundair onderwijs en leermeesters/leraars godsdienst
- Hogeschool West-Vlaanderen (Howest): erkenning 'Bachelor in Idea & Innovation Management'
- Arteveldehogeschool, Hogeschool Gent en Odisee: erkenning 'Bachelor in het human resources management'
- Samenwerkingsakkoord Intergewestelijk Comité voor de bescherming van proefdieren
- Identificatie, registratie en sterilisatie van katten
- Identificatie en registratie van honden
- Gebruik eindejaarstoelage onderwijspersoneel voor fietsleasing
- Gebruik eindejaarstoelage/vakantiedagen personeel universiteiten voor fietsleasing
- Preventieve schorsing academisch personeel bij melding van grensoverschrijdend gedrag: wijzigingsbesluit
- Operationalisering Vlaamse Nutsregulator: wijziging diverse besluiten
- Wijziging VLAREM II over kunststof granulaat, opslag van brandbare en gevaarlijke (vloei)stoffen, en particuliere stookolietanks
- Erkenning en subsidiëring van omgevingsverenigingen
- Principiële goedkeuring definitieve vaststelling GRUP Leidingstraat Zelzate-Kallo
- Raamovereenkomst implementatie, exploitatie, onderhoud en ondersteuning oplossing beheer elektronisch toezicht
- N-project Coördinatie Vlaams Handhavingsbeleid: verlenging project en mandaat projectleider
- Voorlopige vaststelling ontwerp gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Beneden-Nete Lier'
- Wijziging besluit stedenbouwkundige handelingen waarvoor geen omgevingsvergunning nodig is
- Aanpassingen bevoegdheidsverdeling aanvragen omgevingsvergunningen
- Ontwerpdecreet wijziging diverse bepalingen Bodemdecreet: invulling geven aan aanbevelingen parlementaire onderzoekscommissie PFAS-PFOS
- MOS-programma scholen: subsidie 2024 en bestuursovereenkomst 2025

- Projectbesluit complex project 'Verbetering nauwtische toegankelijkheid (achter)haven van Zeebrugge'
- Erkenning Herita vzw als Vlaams Erfgoednetwerk
- Wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021: financiering harmonisering sociale huurprijsberekening, stelsel bijzondere sociale leningen en invoering intern auditcomité bij de woonmaatschappijen
- Overgangsbepaling vergoeding gebruik hernieuwbare energiebronnen: wijziging besluit Vlaamse Codex Wonen 2021
- Wijziging statuten Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen (VMSW)
- Huishoudelijk reglement van de Vlaamse Commissie Varend Erfgoed (VCVE)
- Kredietherschikking Oekraïneprovisie
- Wijzigingsbesluit examen en nascholing vakbekwaamheid bestuurders voertuigen: audiovertaling, tolken en e-learning
- Terugkommoment in het kader van de rijopleiding categorie B: wijzigingsbesluit
- Herverdeling provisie kilometerheffing 2024
- Subsidie pilootprojecten Mobiliteitscentrale Aangepast Vervoer (MAV) 2024
- Wijzigingsbesluit openbardienstverplichting vervoer van personen met een handicap of een ernstig beperkte mobiliteit: verlenging en compensatiebedragen
- Wijziging procedure Vlaamse Regulator voor de Media (VRM): raadplegingen en kennisgevingen
- Nieuwe uitvoeringsbepalingen Mediadecreet rond regionale televisieomroeporganisaties
- Stimulering productie Vlaamse audiovisuele werken: regels, voorwaarden en procedure
- Uitgifte opleidingscheques werknemers: wijzigingsbesluit
- Ondersteuning tewerkstelling Oekraïense vluchtelingen: addenda 'sectorgerichte aanpak van de Oekraïne-crisis' bij sectorconvenanten 2024-2025
- Plantengezondheid: retributies voor taken Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV)
- Optimalisatie ketenaansprakelijkheid voor illegale tewerkstelling: aan te brengen gegevens bij onderaanneming
- Toekennen subsidies aan onderwijsinstellingen die agromilieuklimaatmaatregelen en ecoregelingen toepassen en bevorderen
- Wijziging economisch ondersteuningsbeleid
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot ondersteuning van omgevingsverenigingen en -projecten
- Bekrachtiging en afkondiging decreet implementatie Kaderdecreet Vlaamse Handhaving
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet preventieve gezondheidsbeleid
- Bekrachtiging en afkondiging wijziging energiedecreet: overdracht taken van energieregulator aan Vlaams Energie- en Klimaatagentschap
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet rond verwerking persoonsgegevens schuldbemiddeling
- Bekrachtiging en afkondiging decreet oprichting Rode Kruis-Vlaanderen
- Bekrachtiging en afkondiging verzameldecreet waterwetgeving 2023
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet complexe projecten
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet duurzaam beheer van materiaalcringlopen en afvalstoffen (Materialendecreet): dringende verwerking van afvalstoffen
- Bekrachtiging en afkondiging decreet invoering taalafdeling Nederlands-Vlaamse Gebarentaal in het gewoon basisonderwijs
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het Erkenningsdecreet Lokale Geloofsgemeenschappen
- Bekrachtiging en afkondiging decreet verkoopprocedure voor inbeslaggenomen voertuigen
- Bekrachtiging en afkondiging wijzigingsdecreet opleiding Basisverpleegkunde

Mededelingen

- Voortgangsrapportage van het Vlaams Actieplan Armoedebestrijding (VAPA) 2020-2024
- Bepaling van KPI's en streefwaarden bij het Convenant tussen de Vlaamse overheid en het Expertisecentrum O&O Monitoring (ECOOM) 2024-2028
- Overzicht van de ontwikkelingen op niveau van de Europese Unie (EU): maart 2024
- Begrotingsinstructies
- Opstellen van een consultancyregister
- Eervol ontslag van een raadgever met de functie van adjunct-kabinetschef
- Principiële ondersteuning European Youth Olympic Festival (EYOF) 2029



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 25.04.2024

Plan de relance - Last Mile 3 : 58.414 ménages isolés dorénavant équipés en connectivité très haut débit

Sous l'impulsion du Ministre de l'Economie et du Numérique, Willy BORSUS, et dans le cadre du Plan de Relance de la Wallonie, de nouvelles zones déficitaires en connectivité vont être équipées en très haut débit. En résumé, l'action Last Mile va permettre, à terme, d'équiper en connectivité 58.414 foyers, localisés presque exclusivement en zones rurales.

Plan de relance - Cyber Response Team : un nouveau service pour répondre rapidement aux incidents de cybersécurité

Dans le cadre du Plan de Relance de la Wallonie et sous l'impulsion du Ministre du Numérique, Willy BORSUS, le Gouvernement de Wallonie renforce ses actions en matière de Cybersécurité et crée un service d'aide d'urgence en matière de cybersécurité : la CRT.

Avec l'adoption définitive du Schéma de développement du Territoire (SDT), la Wallonie définit sa stratégie territoriale des prochaines décennies

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire, Willy BORSUS, le Gouvernement de Wallonie a validé la version définitive du Schéma de développement du Territoire (SDT). Ce document, qui définit la stratégie territoriale de la Wallonie pour les années futures, n'avait plus été modifié depuis 25 ans. Le Gouvernement a donc validé aujourd'hui une version qui tient compte des réflexions et remarques issues de l'enquête publique, notamment de la part des Villes et Communes.

Plan de relance - Télescope Einstein : la Wallonie investit 10 millions € dans la recherche pour renforcer la candidature de l'Euregio Meuse-Rhin

Sur proposition du Ministre de la Recherche et de l'Innovation Willy BORSUS, le Gouvernement de Wallonie a décidé de financer quatre projets de recherche au sein de l'ULiège, l'UCLouvain, l'UMons et l'ULB.

Plan de relance - 8 projets innovants pour préparer le transport de marchandises de demain

La Région wallonne veille à réduire de 35% les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur du transport de marchandises d'ici 2030, notamment en soutenant les innovations dans le domaine de la logistique et en favorisant le transport fluvial, ferroviaire ou encore la cyclo-logistique. C'est dans ce cadre que, sur proposition du ministre de la Mobilité et du Climat Philippe Henry, le gouvernement de Wallonie vient d'approuver la liste des 8 projets lauréats de l'appel à projets

lancé en octobre 2023 et soutenus à hauteur de 422 000 euros. Il s'agit de projets collaboratifs qui vont tester les conditions de réussite nécessaires à l'atteinte des objectifs prévus dans le volet "marchandises" de la Stratégie régionale de mobilité (SRM).

Plan de relance - Covoiturage et parkings relais : 1410 places supplémentaires en Wallonie

Poursuivant les objectifs fixés dans sa vision FAST en matière de mobilité, le Gouvernement de Wallonie, sous l'impulsion du ministre de la Mobilité et des Infrastructures Philippe Henry, vient d'approuver la création de 1410 nouveaux emplacements de parkings relais (P+R) et de covoiturage ainsi que l'amélioration de leur signalétique. Ces emplacements s'ajouteront aux 1.100 places de covoiturage déjà financées par le Plan de relance en 2023. Le Gouvernement a également marqué son accord pour financer les premières études sur les possibilités d'amplification du covoiturage que ce soit à l'aide de plateformes ou sous forme de lignes de covoiturage. Un budget de 17,9 millions d'euros, issu du Plan de relance wallon, sera consacré à ces projets.

Programmation 2024 du Fonds Kyoto : 208 millions d'euros pour financer des politiques de transition

Sur proposition de Philippe Henry, Ministre du Climat et de l'Energie le Gouvernement de Wallonie a adopté la programmation 2024 du Fonds Kyoto.

Plan de relance - Augmenter la création de logements d'intérêt public via le Partenariat Public-Privé - Valorisation foncière et acquisition

3ème sélection des projets : 327 nouveaux logements sur l'ensemble de la Wallonie !

Sur proposition du ministre du Logement, le Gouvernement wallon approuve la sélection et le subventionnement de la troisième série d'opérations en vue de créer des logements d'utilité publique via le "Partenariat public - privé". 327 nouveaux logements seront ainsi créés dont 255 directement acquis sur le marché privé.

Plan de relance - Programme pilote pour soutenir la rénovation des « passoires » énergétiques des propriétaires occupants en situation précarité économique

Le Gouvernement wallon approuve l'octroi par un organisme de crédit social d'une aide financière permettant à certains demandeurs à revenus précaires d'être éligibles au crédit social pour la rénovation énergétique de leur logement.

Une enveloppe de 30 millions d'euros est dégagée pour soutenir ce programme pilote et accompagner les demandeurs.

Le Gouvernement wallon adopte la Stratégie Biodiversité 360°

Une bonne nouvelle pour la protection et la restauration de la nature en Wallonie. À l'heure où la santé de la nature inquiète, le Gouvernement wallon, sur proposition de la Ministre de la Nature Céline Tellier, a adopté définitivement ce 25 avril la Stratégie Biodiversité 360°. Pour rappel, cette stratégie fixe des objectifs ambitieux en matière de nature et de biodiversité dans tous les secteurs pour la décennie 2020-2030. C'est une première en Wallonie !

Bien-être animal : une meilleure protection des chiens et chats « hypertypes »

Sur proposition de la Ministre du Bien-être animal Céline Tellier, le Gouvernement de Wallonie a adopté un arrêté visant à mieux encadrer la reproduction des chats et des chiens. Il s'agit d'une avancée importante en matière de bien-être animal. L'objectif du texte est de répondre à la problématique des « hypertypes ». Ces animaux sont victimes d'une sélection génétique extrême, visant à accentuer certaines caractéristiques esthétiques aux dépens de leur bien-être.

Le Gouvernement wallon introduira un recours contre le permis d'environnement de l'aéroport de Bruxelles-National

Le 29 mars dernier, un nouveau permis d'environnement pour l'aéroport de Bruxelles-National était octroyé par la Ministre flamande de l'environnement. Après analyse, il apparaît que le permis délivré par la Région flamande ne rencontre pas les demandes formulées par la Région wallonne et, en particulier, la prise en compte du territoire wallon dans l'étude d'incidences sur l'environnement. Le Gouvernement de Wallonie, sur proposition de la Ministre de l'Environnement Céline Tellier, a donc décidé d'introduire un recours à l'encontre du permis délivré, sur base de son avis négatif rendu le 25 janvier dernier.

Le Gouvernement wallon mandate la Ministre Tellier pour négocier avec ses homologues en vue d'aboutir à la mise en place d'une consigne sur les canettes et les bouteilles en plastique

Le Gouvernement wallon, sur proposition de la Ministre de l'Environnement, Céline Tellier, a confirmé sa décision de mettre en place une consigne sur les canettes et les bouteilles en plastique à usage unique. Après avoir pris connaissance de l'état d'avancement du dossier, le Gouvernement a chargé la Ministre de poursuivre les négociations avec ses homologues pour préparer le contenu d'un accord de coopération.

Konzertierungsausschuss

24.04.2024

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL Approbation des procès-verbaux des réunions du 28 février et du 4 avril 2024.

2024C80031.001

Les procès-verbaux des réunions du 28 février et du 4 avril 2024 sont approuvés.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL Transposition et mise en oeuvre du droit européen en droit belge - Rapport sur l'avancement des transpositions.

2024C80500.001

Les propositions, contenues au point 9 de la note du 5 avril 2024, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL Etat d'avancement des accords de coopération dans les différents Gouvernements et Parlements.

2020C80030.005

Le Comité a pris acte de la note du 8 avril 2024 du Gouvernement flamand.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL a) Suivi des convocations et des travaux des Conférences interministérielles.

2020C80051.002

b) Conférences interministérielles - Liste et composition actualisées.

Le Comité a pris acte :

- de la note du 5 avril 2024.
- de la liste et composition actualisées du 4 avril 2024.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL Projet de modification de l'Accord de coopération du 12 octobre 2016 entre l'Etat fédéral et la Communauté française concernant les modalités de financement et de fonctionnement de la Section Internationale belge de l'Ecole Internationale du SHAPE.

2024C80030.008

Les propositions, contenues au point 3 de la note du 4 avril 2024, sont approuvées.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL Participation de la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française à l'élaboration d'un plan de résilience nationale.

1. Le Comité a pris acte de la nécessité de développer un plan de résilience nationale

- sous l'égide du Centre de crise national en tenant compte des compétences de chacun.
2. Les entités fédérées et les administrations fédérales s'engagent à répondre aux demandes d'expertise, exprimées par le Centre de crise national ou par les comités de résilience, pour mener à bien le développement d'un plan de résilience nationale pendant la prochaine législature.
 3. Les entités fédérées seront impliquées à chaque étape en vue de l'établissement d'un plan national de résilience, également tant sur le plan politique que pendant la phase conceptuelle. Cela peut se réaliser par exemple via le Conseil national de sécurité ou le Comité de concertation. Cela signifie dans tous les cas que les entités fédérées sont systématiquement impliquées dans tous les comités de résilience qui ont trait aux compétences des entités fédérées.
 4. Chaque gouvernement fixe la liste des services et administrations nécessaires à l'élaboration des plans de résilience.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Plan pour la reprise et la résilience : Projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'utilisation des prêts RRF.

Le point est reporté à un prochain Comité.

GOUVERNEMENT FLAMAND

Abolition de la fonction de commissaire d'arrondissement.

2024C81070.001

Le Comité a pris acte de la note du 29 mars 2024.

GOUVERNEMENT DE LA RÉGION

BRUXELLES-CAPITALE

Prise d'acte de l'accord de coopération du 14 mars 2024 entre la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la création et l'hébergement de la plateforme permanente de dialogue et de concertation du non-marchand auprès de Brupartners.

Le Comité a pris acte de l'accord de coopération conclu le 14 mars 2024 entre la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la création et l'hébergement de la plateforme permanente de dialogue et de concertation du non-marchand auprès de Brupartners, ainsi que des projets d'actes législatifs portant assentiments à cet accord.

GOUVERNEMENT DE LA RÉGION

BRUXELLES-CAPITALE

Projet d'arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions

techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation - demande de concertation avec la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Comité a pris acte :

- de la note du 5 avril 2024.
- des remarques du Gouvernement bruxellois et Wallon concernant l'impact potentiel de ce décret en matière de sécurité routière, des finances et de l'emploi, et de la demande d'une continuation de la concertation.

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Sécurité distribution du gaz.

2024C80450.003

Afin d'organiser au plus vite, et au plus tard le 1er avril 2025, un transfert en bonne et due forme qui tient compte des contraintes de chaque Autorité, le Comité constate sur la base de la concertation menée que :

- les Régions prennent les initiatives nécessaires pour le recrutement du personnel ;
- le SPF Economie organisera la formation nécessaire et transmettra la documentation nécessaire en vue du transfert de connaissances.

Europa und regionale Zusammenarbeit



Belgische Präsidentschaft
Rat der Europäischen Union

Belgische EU Ratspräsidentschaft

AI: ein Thema für die Bürger und Bürgerinnen

Drei Wochenenden des Nachdenkens und Debattierens gaben einer Gruppe ausgewählter belgischer Bürger und Bürgerinnen die Möglichkeit, sich mit dem Thema der künstlichen Intelligenz auseinanderzusetzen. Dies bot die Gelegenheit, fundierte Meinungen einzuholen und sich einen Überblick über die offenen Fragen im Zusammenhang mit dieser revolutionären Technologie zu verschaffen, die unsere Lebensweise mit Sicherheit verändern wird.

Klare Prioritäten für Europa

Nach den drei Wochenenden der Podiumsdiskussionen scheinen sich bei den Teilnehmern und Teilnehmerinnen bestimmte Prioritäten herauskristallisiert zu haben. Dazu gehören die Kommunikation mit der Öffentlichkeit, die Aufrechterhaltung der europäischen Werte, die Erhaltung der europäischen Arbeitsplätze, die Verringerung des ökologischen Fußabdrucks, mehr Demokratie sowie die Bedeutung des Handelns für positive Veränderungen in der Gesellschaft oder die Beibehaltung der Menschen am Steuer der KI. Wie Adélaïde anmerkt, „ist es von entscheidender Bedeutung, klar und für alle zugänglich zu kommunizieren, damit sich die Bürger und Bürgerinnen eine fundierte Meinung über KI und ihre Auswirkungen bilden können“.

Auch die Frage der Demokratie stand im Mittelpunkt, denn es sollte sichergestellt werden, dass diese Technologie unsere Institutionen und Grundwerte nicht untergräbt. Ashutosh war zum Beispiel besorgt darüber, „wie mit KI-bezogenen Problemen wie Deepfakes und den Problemen, die sie für die Demokratie verursachen können, umzugehen ist“.

Schließlich betonten die Teilnehmer und Teilnehmerinnen die Notwendigkeit, die breiteren gesellschaftlichen Auswirkungen der künstlichen Intelligenz zu berücksichtigen, um zu gewährleisten, dass niemand zurückgelassen wird, und um eine integrative Entwicklung zu fördern. Azzedine sagt, dass „die EU sich in diesen Fragen zusammenschließen muss, denn es gibt eine Kluft, die nicht sichtbar, aber sehr wohl vorhanden ist“.



Europäische Kommission

Gemeinsam eine nachhaltige Zukunft gestalten

Kohäsion für ein wettbewerbsfähiges und integratives Europa: Bericht der Hochrangigen Gruppe für die Zukunft der Kohäsionspolitik, Februar 2024

Die Europäische Kommission, Generaldirektion Regional- und Stadtpolitik, hat eine Gruppe hochrangiger Sachverständiger zur Zukunft der Kohäsionspolitik eingesetzt. Die Generaldirektion Beschäftigung, Soziales und Integration war daran beteiligt. Die Gruppe bietet Schlussfolgerungen und Empfehlungen, die in den Reflexionsprozess über die Kohäsionspolitik nach 2027 einfließen werden.

Mitglieder der Gruppe: Andrés Rodríguez-Pose (Vorsitz), László Andor, John Bachtler, Pervenche Berès, Riccardo Crescenzi, Aleksandra Dulkiewicz, Alva Finn, Jasna Gabrič, Rodi Kratsa, Constanze Krehl, **Karl-Heinz Lambertz**, Joaquim Oliveira Martins, Petr Osvald, Enrico Rossi, Zornitsa Roussinova, Sari Rautio, Andreea-Alexandra Scrișteanu, Helga Trüpel.

Der Bericht liegt in englischer Sprache vor: [Forging a sustainable future together - Publications Office of the EU \(europa.eu\)](https://publications.ec.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/11111111-1111-1111-1111-111111111111)

18.04.2024 - Neue Initiativen der Kommission: Langzeitarbeitslosigkeit verringern

Ein neuer Aufruf im Rahmen der ESF+-Initiative Soziale Innovation+

Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen für EU-Zuschüsse zur Bekämpfung der Langzeitarbeitslosigkeit im Rahmen der Initiative Soziale Innovation+ (SI+) des Europäischen Sozialfonds+ (ESF+). Ziel dieser Aufforderung ist es, bewährte und vielversprechende soziale Innovationen, die auf die Integration von Langzeitarbeitslosen in den Arbeitsmarkt und die Förderung ihrer sozialen Eingliederung abzielen, zu übertragen oder zu erweitern.

Die transnationalen Projekte, für die ein indikatives Budget von 23 Mio. EUR zur Verfügung steht, sollten folgende Schwerpunkte haben

Zusammenarbeit mit lokalen Beschäftigungsakteuren und Partnerschaften zwischen lokalen Arbeitgebern und Gemeinden, Verbesserung der Erreichbarkeit von Langzeitarbeitslosen, einschließlich derjenigen, die mit den größten Hindernissen konfrontiert sind, Bereitstellung eines individualisierten, zugänglichen und integrativen Ansatzes für Langzeitarbeitslose.

18.04.2024 - Sozialer Wohnungsbau und darüber hinaus - Operatives Instrumentarium für die Verwendung von EU-Mitteln für Investitionen in den sozialen Wohnungsbau und damit verbundene Dienstleistungen

Toolkit veröffentlicht

Dieses [Toolkit](#) bietet einen Überblick über die auf EU-Ebene verfügbaren Finanzierungsarten zur Förderung von sozialem und erschwinglichem Wohnraum und begleitenden Dienstleistungen im Programmplanungszeitraum 2021-2027. Das übergeordnete Ziel ist es, die Rolle aufzuzeigen, die EU-Fonds beim Aufbau von Kapazitäten, der Umsetzung von Reformen und der Entwicklung geeigneter Ökosysteme spielen können, um wirksame Investitionen aus der Perspektive der sozialen Inklusion zu unterstützen.

Die 20 im Toolkit enthaltenen Fallstudien sollen die Umsetzung eines personenzentrierten und ortsbezogenen Ansatzes bei der Bereitstellung von Wohnraum und damit verbundenen Dienstleistungen konkret aufzeigen.

Ein [Anhang](#) veranschaulicht, wie die Finanzierungsmöglichkeiten in den regionalen, interregionalen und nationalen Programmen genutzt werden, die durch den Europäischen Sozialfonds Plus (ESF+), den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) und die nationalen Pläne, die im Rahmen der Fazilität für Konjunkturbelebung und Widerstandsfähigkeit (RRF) angenommen wurden, eingerichtet wurden.

Darin aufgenommen für Belgien/Ostbelgien:

Investition I-1.03: „Renovierung von Sozialwohnungen“ in der Deutschsprachigen Gemeinschaft (Komponente 1.1: Renovierung)
Die Maßnahme besteht darin, ein mehrjähriges Renovierungsprogramm in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu unterstützen. Die Maßnahme unterstützt die Kapitalbeteiligung der Deutschsprachigen Gemeinschaft an der sozialen Wohnungsbaugesellschaft „Öffentliche Wohnungsbaugesellschaft Ostbelgien“, die die Durchführung des Investitionsprogramms für den sozialen Wohnungsbau durchgeführt werden. Durch die Sanierung von Sozialwohnungen sollen durchschnittlich mindestens 30% des Primärenergieverbrauchs eingespart werden, wie in der Empfehlung (EU) 2019/786 der Kommission zur Renovierung von Gebäuden definiert. Ziel ist es, 39 Sozialwohnungen und 29 Sozialwohnungen in der zweiten und dritten Stufe zu renovieren.
Vorläufiger Zeitplan für die Fertigstellung: Q2 2024 bzw. Q2 2025.

Das Toolkit ist auf der Webseite der Kommission in englischer Sprache veröffentlicht.

26.04.2024 – Europäischer Klimabericht 2023 online

Der [Bericht](#) bietet einen Überblick über Europa im Jahr 2023, verglichen mit den langfristigen Trends der Variablen im gesamten Klimasystem. Spotlight-Abschnitte bieten einen detaillierten Blick auf wichtige Ereignisse während des Jahres und eine Diskussion über Klimapolitik und -maßnahmen mit Schwerpunkt auf der menschlichen Gesundheit.



BENELUX-PARLAMENT

26.04.2024 Ausschüsse

Commission Finances et Mobilité

1. Thème « La politique cyclable »
2. Thème « L’agenda ferroviaire du Benelux »
3. Recommandation du Parlement Benelux sur le thème « Transport de marchandises par camion » (n°s 933/1 et 2)
4. Divers

Commissions réunies Justice et Sécurité & Coopération transfrontalière

1. Thème « La sécurité des ports »
2. Ordre des travaux

Commissions réunies Aménagement du territoire, Environnement et Climat & Économie, Agriculture et Énergie

1. Thème « L’avenir de l’agriculture »
2. Ordre des travaux



Conference of European Regional Legislative Assemblies

President dissolves Madeira parliament, calls elections for 26 May

Eight months after the last regional elections, voters in Madeira are once again being called to go to the polls on 26 May.

The government of Madeira, a PSD/CDS-PP coalition, with the parliamentary support of PAN, has been in administration since the beginning of February, after the president of the executive resigned from his post after being made a defendant in a

case investigating suspected corruption in the archipelago and after PAN withdrew its political confidence in him.

Hintergrund: das Parlament von Madeira führt im Augenblick den Vorsitz der CALRE. Durch die politische Krise sind die Arbeiten des Vorsitzes zurzeit eingestellt.

Belgisches Staatsblatt



N. 92 vom 29. April 2024 (s. unten)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
12. DEZEMBER 2023 — **Dekret zur Abänderung des Programmdekrets 1998 vom 29. Juni 1998 in Bezug auf die Pensionsregelung der statutarischen Personalmitglieder des Belgischen Rundfunk- und Fernsehentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [48227](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 89 vom 25. April 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
20. NOVEMBER 2022 — **Gesetz zur Festlegung verschiedener steuerrechtlicher und finanzieller Bestimmungen** — Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [45812](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
22. DEZEMBER 2023 — **Gesetz zur Abänderung der Vorschriften über öffentliche Aufträge im Hinblick auf die Förderung des Zugangs von KMB zu diesen Aufträgen** — Deutsche Übersetzung, S. [45820](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
22. DEZEMBER 2020 — **Gesetz über Medizinprodukte** — Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [45823](#).

N. 92 vom 29. April 2024

Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte
17. MÄRZ 2022—**Königlicher Erlass über die Abgabe von Impfstoffen an Ärzte aufgrund eines schriftlichen Antrags für eine Patientengruppe und die Vergabe der Fraktionierung an Unterauftragnehmer** — Deutsche Übersetzung, S. [47968](#).

Agence fédérale des médicaments et des produits de santé
22. MÄRZ 2021 — **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 21. Januar 2009 zur Festlegung von Anweisungen für Apotheker** — Deutsche Übersetzung, S. [47970](#).

Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung
11. DEZEMBER 2023 — **Verordnung zur Festlegung des Modellplakats für den Aushang der Tarife durch Hörgerateakustiker** — Erratum, S. [47978](#).

12. DEZEMBER 2023 — Dekret zur Abänderung des Programmdekrets 1998 vom 29. Juni 1998 in Bezug auf die Pensionsregelung der statutarischen Personalmitglieder des Belgischen Rundfunk- und Fernsehentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Numerierte Dokumente: 303 (2023-2024) Nr. 1

303 (2023-2024) Nr. 2

303 (2023-2024) Nr. 3

Ausführlicher Bericht: 12. Dezember 2023 – Nr. 66

Dekretentwurf

Bericht

Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Diskussion und Abstimmung

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommission

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlament Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlament Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlament Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlament francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news/secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calre.net

BELGISCHES STAATSBLETT

www.ejustice.just.fgov.be